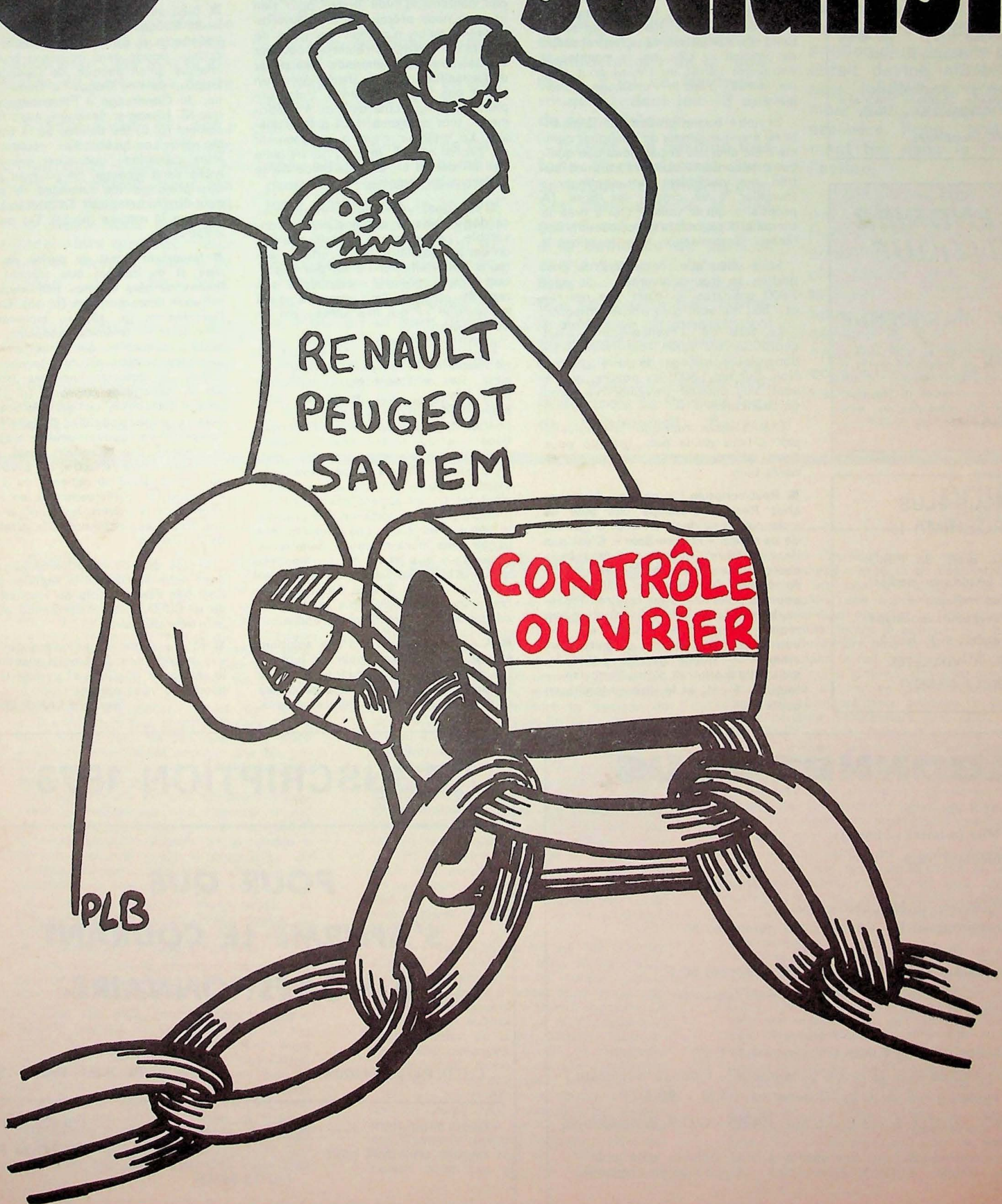


tribune

socialiste



Directeur politique : Gérard FERAN.
Rédacteur en chef : Bernard LANGLOIS.
Secrétaire de rédaction : Gérard BOREL.

Collectif de rédaction : Robert DES-
TOT - Jacques FERLUS - Jacques GAL-
LUS - Gilbert HERCET - Jean-François
MERLE - Jean VERGER.

Ont collaboré à ce numéro :

Michel CAMOUI - Irène CHARAMAN-
DE - René CRUSE - Nidal FALASTINE -
Hervé GRILLON - Paul HUBAT - Daniel
LENGRE - Alain RANOU - Michel
ROCARD.

Photos : A.F.P. (6, 12), AGIP (13),
BERSON (16), CHOVEL (5), D.R. (9),
LEBRUN (8, 15), PUECH (5).

Dessins : BAROU (8), P.L.B. (1, 4).

Directeur de la publication : Jean LE
GARREC.

Rédaction, Administration : 9, rue
Borromée, PARIS (15^e) - 566-45-64.

Publicité : Information 2000
Tél. : 770-40-18.

Distribué par les N.M.P.P.
S. A. Imprimerie Editions Moriamé
61, rue du Fg-Poissonnière, Paris 9^e

Tirage : 25.000 exemplaires.

7 JOURS DANS T.S.



■ Le titre de « France-Soir », ce ma-
tin, est exemplaire. A la une : « **RE-
NAULT S'INSTALLE DANS LA GRE-
VE** ». En grosses capitales. Bon, rien
à dire, c'est l'information importante du
jour et « France-Soir » fait son bou-
lot. Dans le même titre, en revanche,
les quatre lignes qui suivent sont à la
fois révélatrices et dépassent les bor-
nes du ridicule : **1.500 ouvriers me-
nacés de chômage technique** — dit
« France-Soir » — après le refus des
7.000 O.S. de reprendre le travail ».

C'est pas beau, ça ?

D'habitude, c'est toujours une poi-
gnée de types qui, parce qu'ils se si-
tuent à un point clé dans le processus
de production, bloquent la machine et
entraînent l'arrêt du travail pour tous
les autres : c'est le « **chômage techni-
que** »

Et notre bonne presse bien pensan-
te ne manque jamais de souligner com-
me c'est anormal et pas beau que quel-
ques mécontents obligent tous les au-
tres, qui voudraient tant continuer à
travailler, à se croiser les bras. (A
propos, à qui la faute ? Qui a créé le
travail à la chaîne, la parcellisation des
tâches, l'atomisation des fonctions ?)

Mais voici que, cette fois, la pro-
portion se trouve inversée : ils sont
7.000 grévistes — c'est pas rien —
et 1.500 qui vont s'en trouver affectés.

Le titre de « France-Soir », c'est
quoi ? Sur les 7.000, leurs revendica-
tions, leurs raisons de faire grève ?
Non. Sur les 1.500, les pòvres, qui ne
vont plus pouvoir travailler. La force
de l'habitude !

C'était notre rubrique : on n'hésite
pas à faire de la pub. gratuite pour
des confrères talentueux, et qui le mé-
ritent bien.

■ Post-scriptum : à part ça, la grève
chez Renault n'occupe pas plus de
trois colonnes dans un coin à gauche
de ce même « France-Soir ». C'est pas
de leur faute : ils ont une très belle
photo sur le pauvre Pablito Picasso et
sa famille frustrée des milliards de
pépé (5 colonnes, sous le titre : Picas-
so, bataille pour 500 millions) et un non
moins indispensable cliché où l'on
voit M. et Mme Merckx et leurs deux
enfants — quelle gentille petite fa-
mille, elle mériterait d'être française —
toujours 5 col., et le titre « Merckx en
pantoufles ».

Allez, salue « France-Soir », on va
parler un peu de T.S.

■ Pour ne rien vous cacher, on a des
problèmes. Des problèmes de fric,
qui se posent d'abord en problèmes
de place. On tourne toujours sur nos
seize pages, et on étouffe ! De l'air,
de l'air ! Toutes les semaines, c'est
des articles entiers qui passent à la
trappe, des tas d'informations que vous
nous envoyez, et que nous ne pou-
vons pas utiliser.

Résultat, et c'est normal, vous êtes
pas contents d'avoir bossé pour rien
et vous nous prêtez des tas d'arrière-
pensées qu'on n'a pas : les gens de
Brest, par exemple, râlent au courrier
ce matin : « **On commence à se poser
des questions** » qu'ils disent. Vous en
posez pas trop, camarades. Votre pa-
pier, il est là, à côté de moi, à l'im-
primerie, tout composé, tout prêt à pas-
ser. Le malheur c'est qu'au moment
où j'écris ce « 7 Jours », je ne sais
pas encore si on aura la place de le
passer cette semaine.

C'est que, voyez-vous, un journal,
ça doit avoir une certaine allure d'en-
semble, respecter un certain rythme,
un certain équilibre. Pour certains lec-
teurs, l'international « **c'est pas impor-
tant** » ou le culturel « **ça mérite pas
tant de place** ». Pour d'autres, c'est
la rubrique « **Front des luttes** » qui en
occupe trop.

Nous, cet équilibre, on y tient. Et
on essaie de le respecter le plus pos-
sible. Pas tellement parce qu'il faut
faire plaisir à tout le monde, non.
Mais parce qu'on se situe nous au
confluent de tout un réseau d'informa-
tions — et que toutes nous paraissent
importantes. Que nous pensons qu'il
n'y a pas de « **fronts secondaires** » par
exemple. Qu'en fonction de l'actualité,
c'est tel ou tel aspect des luttes qui
prendra plus d'importance, qui prendra
le pas sur tel autre. Les militants, en-
gagés dans leurs secteurs, dans leurs
régions — sur tel ou tel terrain pré-
cis ont, bien sûr, tendance à privilé-
gier leur action à eux. Nous avons,
nous, une vue d'ensemble et davanta-
ge de recul, il faut le comprendre.

■ A ce problème, il y a une solution,
et une seule : développer le journal.
Lui donner encore beaucoup plus de
lecteurs qu'il en a. Faire des centaines
et des centaines d'abonnés nouveaux.

Cela nous permettra et de passer à
20 pages (urgent) et d'augmenter le
personnel permanent de rédaction (ur-
gent aussi, la seule bonne volonté ne
suffit pas à faire chaque semaine un
vrai hebdomadaire).

Nous sommes un parti de 10.000 mi-
litants. Nous avons lancé un mot d'or-
dre : « un abonné par militant ». S'il
était suivi, nous aurions 10.000 abon-
nés extérieurs. Nous en avons 2.000.
Alors, que les râleurs s'en prennent
d'abord à eux-mêmes. J'espère qu'on
s'est compris !

■ Bien sûr, cette semaine, c'est Re-
nault, Peugeot, Saviem, etc. qui ont la
vedette (p. 4, 5). Le secteur de la pro-
duction bouge dans un grand bruit de
chaînes qu'on secoue, de Caen à Li-
moges, de l'île Seguin à Saint-Etien-
ne, de Gondrange à Flins, cependant
que M. Messmer découvre avec ravi-
sissement (p. 6) les délices de la troisiè-
me voie. Les lycées, eux, coulent des
jours paisibles : que c'est calme un
lycée sans lycéens, on pourrait peut-
être prolonger les vacances, ce serait
peut-être la solution ? En attendant, on
prépare la rentrée (p. 14). De part et
d'autre...

■ Important aussi de parler de l'ar-
mée et du combat que mènent des
jeunes de plus en plus nombreux qui
refusent l'incorporation (p. 16). Ou de
l'avortement (p. 10) au moment où
tous ceux — femmes, médecins, mili-
tants politiques — qui se battaient en
désordre tentent de coordonner leur
action. Et comment ne pas revenir
sur le carnage de Beyrouth (p. 12) et
ce qui l'explique, ce qui l'éclaire : la
volonté expansionniste d'Israël et la
complicité des gouvernements arabes ?
Et n'est-ce pas important aussi, pour
un parti comme le nôtre, de savoir ce
qu'il s'est passé au congrès du S.P.D.
allemand (p. 13) et comment les Jusos
appliquent, à travers leur longue mar-
che dans les institutions, la stratégie
de l'escargot.

Et que dire de la réflexion engagée
dans notre dossier de la semaine (p. 7,
8,9), par des militants de Hachette et
de la C.F.D.T. sur l'information et sur
leur outil de travail ?

■ Et il y a encore tellement de cho-
ses importantes dont nous n'avons ni
le temps, ni la place, ni parfois la ca-
pacité de vous parler !

Bernard LANGLOIS ■

CALENDRIER POLITIQUE

RÉGION PARISIENNE

La Commission Régionale Entre-
prise organise, le mardi 24 avril,
à 18 h. 30, 9, rue Borromée, une as-
semblée des camarades du secteur
entreprise et des responsables des
sections locales.

JAMAIS PLUS HIROSHIMA !

Vendu au profit du P.S.U.
(Aspects historique, médical,
scientifique
de cette véritable apocalypse.
3 F franco, 5 F les 2,
C.C.P. R. VIALLET
135513 X NANCY)

ABONNEZ-VOUS

Abonnement à servir à
M., Mme, Mlle (nom et prénom)

Adresse complète : Rue

N°

Ville

N° département

Je désire souscrire un abonnement de :

1 an (52 numéros) 60 F 6 mois (26 numéros) 35 F

Je souscris un abonnement de soutien :

1 an (52 numéros) 100 F 6 mois (26 numéros) 50 F

Avec votre abonnement de soutien, vous recevrez le livre « LE
MANIFESTE DU P. S. U. »

Je souscris un abonnement-diffusion (1)

1 an (52 numéros) 50 F 6 mois (26 numéros) 30 F

Abonnement couplé avec la revue bimestrielle « Critique Socialiste »

1 an 6 numéros « C.S. » 52 numéros « T.S. » 90 F

TRIBUNE SOCIALISTE, 9, rue Borromée, PARIS - C.C.P. Paris 5826-65

(1) Les abonnements-diffusion s'adressent à des lecteurs déjà abon-
nés désirant diffuser, à titre individuel, un ou plusieurs exemplaires
du journal.

SOUSCRIPTION 1973

**POUR QUE
S'AFFIRME LE COURANT
AUTOGESTIONNAIRE**

C.C.P. PARIS 14.020.44

9, RUE BORROMÉE, PARIS 15^e

Reçu à ce jour 173.052,30 F
Encore un effort pour 226.947,70 F

(au 13-04-73)



mort d'un militant

ACHILLE AUBAN n'est plus. Il est mort, emporté brutalement par une hémorragie cérébrale, juste après une magnifique bataille menée comme à son habitude avec courage, désintéressement, continuité et efficacité.

Tous nos camarades de Haute-Garonne le connaissent bien ; les autres militants du Parti sans doute moins.

Achille avait 61 ans ; pour certains militants, c'était donc « un vieux ». Mais je connais pour ma part des jeunes qui sont déjà vieux dans leur prudence, alors que des vieux comme Achille, on n'en connaît pas beaucoup d'aussi jeunes.

Personnellement, j'ai fait sa connaissance en 1954, au cours d'un Congrès des Jeunesses socialistes où, Secrétaire national des Etudiants socialistes, j'é-

tais « invité » pour avoir — déjà — à me justifier des indisciplines commises par les étudiants socialistes SFIO devant la ligne mollettiste. Achille Auban était à cette époque député socialiste. Congrès difficile. Un mois ou deux avant, Achille Auban avait été exclu de la SFIO pour indiscipline ; il refusait le projet de communauté européenne de Défense : il avait raison ; nous l'approuvions, mais nous ne le connaissions pas. Il est venu au congrès des jeunes, à peine exclu du Parti, soucieux de s'expliquer devant la jeune génération du Parti.

Il a su imposer sa présence et son intervention, qu'il avait faite avec un très grand courage et une très grande noblesse.

Depuis, nous avons tout vécu ensemble : le combat pour sa réintégration, la lutte minoritaire, le combat contre la guerre d'Algérie, la scission, la création du Parti socialiste autonome, la fondation du Parti socialiste unifié, la défense de ce PSU aussi bien contre les tentations social-démocrates que contre les déviations gauchistes.

La continuité militante et la modestie d'Achille doi-

vent rester une leçon pour tous les militants.

Son engagement, mûri dangereusement dans l'ombre de la Résistance (il fonda le 1^{er} réseau clandestin sur Toulouse) n'eut jamais à souffrir, comme tant d'autres, du souci de mener à bien une carrière.

Bien au contraire, cet homme, qui fut député, sous - secrétaire d'Etat, maire, conseiller général, a mis en balance tous ses mandats et perdu la plupart d'entre en raison de ses convictions.

Mais, dans tous les coups durs, il était là.

Il a physiquement participé à la quasi-totalité des manifestations de la fédération PSU de Haute-Garonne pendant les 13 ans de son existence.

Il avait une position très forte électoralement dans sa propre circonscription. Son dernier geste, le plus grand, est d'avoir accepté, à la demande du parti et sachant ce qu'il faisait, de faire — pour l'honneur — une campagne très difficile dans une circonscription qui n'était pas la sienne, où il savait qu'il ne ferait pas 5 %, mais où il fallait tenir le drapeau du Parti en face de Sanguinetti, Savary,

Picquet, Bensaïd, au lieu de faire paisiblement les 10 ou 15 % que sa grande autorité lui assurait dans sa circonscription de St-Gaudens.

Il l'a fait, et il l'a fait dans les conditions d'une campagne admirablement militante, après avoir accepté avec les camarades de la fédération de Haute-Garonne un débat sur la situation des notables dans le mouvement révolutionnaire, débat dont il est sorti tout à son honneur et avec l'accord de ses camarades de la fédération.

Il nous semblait en pleine forme. La mort d'Achille Auban, ce n'est pas la disparition d'un géronte qu'on aurait deviné affaibli depuis longtemps, c'est la mort d'un combattant de première ligne, pratiquement tué dans le feu de l'action.

Il est de ces hommes qui ont assuré la continuité du Parti au nom d'une idée du socialisme sur laquelle il n'a jamais transigé. Le meilleur hommage que nous pourrions lui rendre est que le Parti sache se montrer digne de tant de courage et de tant de dévouement.

Michel ROCARD ■

éditorial

A PRES avoir eu le grand frisson pendant toute la période pré-électorale, le pouvoir avec sa majorité reconduite croyait pouvoir souffler un peu, reprendre l'initiative. C'est que le capitalisme français continue sa restructuration. La fantastique fuite en avant de l'expansion pour l'expansion qu'il a entreprise pour se maintenir à un niveau compétitif sur le plan mondial s'accélère.

Les Japonais disent : « faire du vélo », c'est-à-dire qu'il faut continuellement que le vélo avance pour ne pas tomber, et donc il faut continuellement appuyer sur les pédales de l'investissement. Il faut rentabiliser, accroître la productivité.

La paix sociale est une condition nécessaire. Le capitalisme veut l'assurer. Il est prêt à reprendre à son compte les 1.000 F minimum par mois. Il parle de la retraite à 60 ans. Messmer lance le programme de Provins, on reprend l'essentiel dans sa déclaration à la nouvelle assemblée.

Le pouvoir forme le gouvernement le plus réactionnaire vu en France depuis un bon nombre d'années, car si la paix sociale ne s'obtient pas, il faudra l'imposer.

Tout est en place, en ordre. Le patronat peut dormir tranquillement. Pompidou veille, son légionnaire surveille.

« Cinq ans déjà, coucou, nous revoilà », 300.000 lycéens et étudiants dans la rue contre la loi Debré et la sélection dans l'université : 300.000 qui ont l'impudence, non pas de réclamer des privilèges, mais de dire qu'ils veulent la liberté de la date d'incorporation pour tous, qui remettent en cause l'armée où l'on forme si bien à l'obéissance et à la passivité ceux qui vont toute leur vie être exploités.

Et puis, les élèves des C.E.T. qui s'en

que veulent-ils ?

mêlent, qui refusent que le C.E.T. soit déjà l'usine, refusant par là-même leur future condition dans l'usine.

Chez Renault, 400 O.S., pour la plupart immigrés, tiennent en échec la puissante Régie, relayés par 700 autres à Billancourt, pendant qu'à Flins le mouvement s'accroît, paralysant notamment le secteur de la « sellerie ». A Saint-Etienne, ils sont 10.000 à chasser les nervis de Peugeot venus agresser les travailleurs en grève.

Que se passe-t-il ? Que veulent-ils donc ? Pourtant, « on » va leur donner les 1.000 F en juillet. « On » leur dit que leur condition est misérable, que l'« on » va essayer d'améliorer cela. Ce qui se passe ? Eh bien, justement que le capitalisme a choisi la voie du développement sauvage à outrance. Il peut bien accorder les 1.000 F par mois puisque cette revendication est déjà dépassée par le rythme de l'inflation (les syndicats réclament 1.100 F). Que se passera-t-il en juillet ?

« On » verse une larme sur les O.S., on s'apitoie sur leur sort, mais la logique du développement industriel conçue par le régime les oblige à rester dans leur condition et on continue à la faire s'aggraver. Ce sont eux qui subissent le plus directement l'augmentation de la productivité, l'augmentation des cadences. A cela, le capitalisme ne peut rien, sinon c'est son développement, sa survie, qu'il remet en cause.

Ce que les lycéens, les étudiants remettent en cause, c'est l'ensemble du système scolaire et militaire qui n'a pas d'autre but que d'asservir, préparer la future main-d'œuvre des patrons. Tout un système de formation basé non pas sur l'éducation de

l'homme, sa libération par le savoir, mais sur la rentabilité maximum de l'exploitation. Une armée non pas pour défendre la population contre une agression éventuelle, mais prévue pour agresser la population si elle se révolte contre le pouvoir. Il y a de quoi faire descendre plus de 300.000 jeunes de France dans la rue, non ? Des O.S., des travailleurs qui n'assurent pas une production sociale au service d'une collectivité, mais qui travaillent pour produire le profit d'une minorité d'exploiteurs. Des O.S., des travailleurs qui n'en finissent plus de répéter les mêmes gestes, qui n'en finissent plus de devenir sourds sur les presses de Renault ou d'ailleurs, qui n'en finissent plus d'user leur santé et leur vie, au service d'un régime qui les rejettera quand ils ne pourront plus assurer la productivité maximum. Il y a de quoi se révolter, non ?

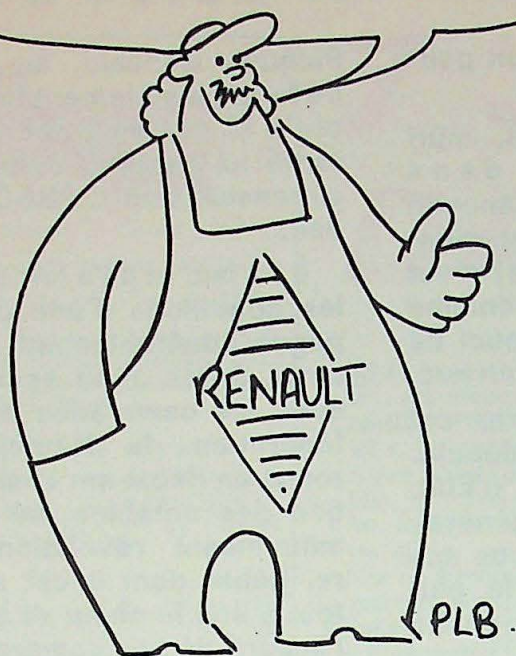
Et si la situation est bloquée actuellement, c'est que les contradictions du système économique dans lequel nous vivons ne permettent plus d'assurer des réponses. Le problème est fondamentalement politique et c'est en termes politiques qu'il faut contre-attaquer.

Car les vraies questions posées sur qui décide et pour qui, qui produit, comment, dans quelles conditions, au profit de qui ? C'est l'organisation capitaliste du travail dans son ensemble qui est remise en cause très directement.

La réponse aujourd'hui, c'est plus que jamais le contrôle des travailleurs sur leurs conditions de vie et de travail, sur les horaires, sur les cadences. La répression va s'amplifier contre les lycéens pour casser le mouvement, contre les travailleurs pour tenter de les réduire au silence. Le capitalisme ne fera pas de cadeaux. Il faut le savoir et préparer la riposte.

Alain RANOU.

OÙ Y'A D'LA CHAÎNE
Y'A PAS D' PLAISIR



le printemps

• vers la grille unique

Au soir du lundi 16, à Boulogne-Billancourt, à Flins et à Sandouville, la situation était « bloquée ». « Situation bloquée », c'est une expression des patrons qui traduit leur désarroi et le désir de faire partager leur inquiétude.

Ce n'est pas une expression des travailleurs. Pour ceux de la Régie, la situation, au contraire, se clarifie. Ils sont en train de porter un grand coup à l'organisation capitaliste du travail. L'exigence d'une grille unique des salaires, du manoeuvre à l'ingénieur de production, avec, en « sous-titre », la nécessité d'un salaire égal pour un travail égal, cette exigence progresse dans la tête des gars.

C'EST à Flins — deuxième usine du groupe avec ses 20.000 salariés — que cette bataille a redémarré, le mercredi 11, par des débrayages au département de la sellerie. Le lendemain, jeudi, la sellerie (environ 4.000 OS), une partie de la mécanique (l'équipe de jour, soit 700), la tôlerie « R 5 » (600) se mettaient en grève. Ce sont des travailleurs immigrés et aussi des femmes (en sellerie) et des jeunes. Le vendredi 13 avril, l'usine de Flins est pratiquement paralysée.

« Ce que les gars des presses ont obtenu, nous l'obtiendrons aussi ! » disent les grévistes. Cependant, appliquant le principe « à travail égal, salaire égal », ils réclament le q. maxi pour tous (coef. 157, 8,47 F de l'heure) et le P1F (coef. 162) pour les travaux les plus durs.

Comme à Billancourt, les OS des presses de Flins ont obtenu le coefficient 160. Leur grève a été plus dure pendant les 12 jours qu'elle a duré. Ils étaient 900 (contre 373 à Billancourt), avec un pourcentage de grévistes oscillant entre 60 à 80 %. Il y avait quelques dizaines de non-grévistes qu'une partie de la maîtrise et

un CDR implanté dans l'usine ont manipulés en permanence pour briser la grève.

Des bagarres ont eu lieu, les gars des presses ont mobilisé plusieurs centaines de grévistes pour riposter, nuit et jour. Mais ils ont tenu, même si, à la fin, le lundi 9, la reprise a été un peu précipitée. Et cela a impressionné les autres catégories de travailleurs, y compris les professionnels, légèrement méfiants à l'égard des OS immigrés.

la fête

A Flins se montent les R 5 et les R 12, petits « bijoux » de la Régie. Elle y tient. Elle y tenait tant qu'elle a fait « travailler » les pièces à l'extérieur, comme chez Chausson, ou encore en « réquisitionnant » d'autres travailleurs, moins « irréductibles », et ce, pendant les week-ends. Aussi, il n'y eut pas de lock-out à Flins. Et, par conséquent, pas de bataille pour le paiement intégral des journées lock-outées, comme à Billancourt.

Aussi, pendant 15 jours, la fièvre est montée sous la pression de cette

grève dure puis victorieuse. La voie était dès lors ouverte à une généralisation à l'ensemble des ouvriers spécialisés. « Vendredi soir 13, c'était la fête à Flins », dit un délégué qui poursuit : « Les travailleurs immigrés avaient pris possession des « sono » des syndicats et ils discutaient. »

A côté d'eux, les professionnels qui ont mené une lutte difficile et sans succès en juin 1971 pour la refonte de la classification se demandaient si le moment n'était pas venu... Et puis, à Flins, on en a vraiment « marre » des méthodes fascisantes de la direction qui s'est permis encore d'insulter les travailleurs en adressant des félicitations, lundi dernier, à ceux qui ont tenté de faire reprendre le travail de force.

Et voilà que ce même lundi, les ouvriers professionnels de Sandouville qui ont, eux aussi, mené la lutte en juin 1971, se mettent peu à peu en grève, après les OS des presses de cette usine. Il y avait bien de quoi inquiéter Dreyfus, PDG de Renault.

à main levée

Mais, lundi soir aussi, à Billancourt, alors que les 7.000 lock-outés poursuivaient la grève pour le paiement intégral des heures et journées lock-outées (la direction offrait 47 %, plus deux jours payés). L'information sur la situation à Flins et à Sandouville commençait à filtrer. Insuffisamment : seule, la CFDT, qui veut prolonger la bataille pour le paiement du lock-out par celle

pour la négociation immédiate de la grille unique, met en avant les luttes des autres usines. A Billancourt, la CFDT, ce n'est que 15 %, alors qu'elle représente 40 % à Flins...

Ce lundi encore, deux meetings dans l'île Seguin ont eu lieu. Une manifestation a conduit 2.000 ouvriers à la mairie de Boulogne pour protester auprès de Gorce, le maire et nouveau ministre du Travail. Pendant ce temps, la direction annonçait que le « chômage technique » partiel allait toucher prochainement d'autres secteurs de Boulogne...

A Flins, elle a été plus catégorique, du genre « Si vous n'organisez pas un vote à bulletin secret, on ferme ! ». La réponse a été « non » à une question qui n'avait d'autre but que de justifier le lock-out. Comment, en effet, organiser un vote lorsque c'est tout un ensemble d'ateliers qui débrayent ? D'ailleurs, depuis la grève des OS-presses de Billancourt, le vote à bulletin secret à « mauvaise presse » : les travailleurs ont montré que le vote à main levée, lorsque la démocratie fonctionne bien, est préférable. « Pour » ou « contre » : on s'explique, loyalement, franchement.

Ainsi, les idées progressent au lieu d'être stérilisées par le comportement individualiste. Et puis, le bulletin dans l'urne, ça permet tous les abus : on dit « rouge » en assemblée et on vote « bleu ». C'est le triomphe des « mystificateurs ». Voilà ce qui se dit maintenant à Billancourt, dans l'île Seguin notamment. C'est « bon » pour le contrôle ouvrier. Non ?

Michel CAMOUIS. ■

A LA SAVIEM

● Limoges : la lutte s'étend

Depuis le 14 mars, les travailleurs du bâtiment « K » sont en grève illimitée (augmentation de 100 F pour tous ; classification ; conditions de travail ; cf. « TS » 573).

Vendredi 13 avril, c'est la totalité de l'usine, plus de 2.000 ouvriers, qui a déclenché une grève de 24 heures, reconductible.

Devant le silence de la presse régionale, un Comité de soutien (PSU, CFDT, CERES, Vie Nouvelle, Groupe Action Lycéen, ASF, Etudiants Socialistes) est mis sur pied pour populariser la lutte et organiser le soutien financier en accord avec les travailleurs.

A suivre.

Correspondance ■

● Caen : les chaînes n'ont plus le rythme

Depuis le 30 mars, les débrayages se multiplient. Cela va d'une demi-heure à cinq heures. Des défilés d'ateliers (de 1.000 à 3.500 ouvriers y participent) à travers l'usine ponctuent ces débrayages. On veut une « augmentation pour tous » et aussi la reconnaissance d'une qualification professionnelle.

La direction n'est pas très contente. Elle refuse de discuter aussi longtemps que le travail n'aura pas retrouvé son rythme. S'attendant à une occupation, elle a mandaté par avance quelques CRS le 11 avril. Parait qu'ils venaient prendre livraison de camions. Les travailleurs ont proposé de les mettre sur les chaînes. Ça n'a pas dû marcher. ■

réunion de la Commission Nationale Entreprise

La Commission Nationale Entreprise du P.S.U. s'est réunie le 14 avril à Paris. Il suffit de réunir quelques dizaines de militants ouvriers pour qu'aussitôt la discussion s'engage sur les OS de Renault à Billancourt et à Flins, sur Berliet, Peugeot, Saint-Etienne, Coframaille, Allibert à Grenoble, B. S.N. à Maubeuge. Ce sont là des entreprises qui ont connu récemment ou qui connaissent des heures chaudes... Dans chacune, les militants ouvriers du P.S.U.

sont dans le coup. Et demain, il peut se passer des choses aux P.T.T., à l'E. D.F., à la S.N.C.F., à la SNIAS, Hispano et bien d'autres, il y a encore des copains du P.S.U....

Quant on voit comment chez certains à gauche et dans l'extrême gauche on se contente de mots et de mini-interventions (exemplaires bien sûr), les militants du P.S.U. insérés dans l'action quotidienne peuvent être fiers de leurs résultats. Ils ne le sont pas. Ces types sont extraordinaires : ils disent que depuis un an le secteur entreprise du P.S.U. ne se développe plus autant qu'auparavant. Il faut donc travailler encore plus. Comment ?

C'est ce à quoi tente de répondre la C.N.E.

Il est certain que la conscience des travailleurs est actuellement très développée. Il est certain aussi que dans la plupart des actions, ce sont les revendications antihiérarchiques, de grille unique, de contrôle ouvrier qui se sont mises en avant. Et ces thèmes ont été avancés par le P.S.U. depuis plusieurs années. Les militants ouvriers continueront à les développer.

Mais il n'est pas possible de se satisfaire de thèmes revendicatifs. Pour la C.N.E., ce qui est à l'ordre du jour, c'est la possibilité ou non d'unifier la classe ouvrière. Il y a les OS qui se battent de leur côté, en posant leurs problèmes... Il y a aussi les techniciens qui se laisseraient entraîner dans une espèce de processus de fascisation. Ils aimeraient à se laisser convaincre que les travailleurs immigrés ne soient que des des salauds venus chez nous pour ruiner notre économie.

Cette volonté d'unification, les militants ouvriers du P.S.U. sont décidés à la mettre en pratique dans l'action quotidienne dans les usines. Le P.S.U. n'a jamais cherché dans les entreprises une caution ouvrière ainsi que le font certaines organisations de la gauche traditionnelle, ou même de l'extrême gauche.

Le P.S.U. est sur le terrain des entreprises pour se battre avec l'ensemble des travailleurs. Et il se bat. Ce qui veut dire que pour un groupe ou une section d'entreprise, il ne peut être question de se satisfaire d'une distribution de tracts ou de journaux.

Pour les groupes d'entreprises, il s'agit d'impulser et de coordonner sur une plateforme politique l'intervention de chaque militant dans les luttes d'atelier, de secteur, d'entreprise, dans les syndicats, dans les organisations de l'entreprise (comités d'entreprise, délégués) comme dans les contacts avec les travailleurs isolés.

C'est cela le travail quotidien qui permet au militant du P.S.U., parce qu'il est un animateur et un responsable sur le terrain, de faire un travail politique important et en tout cas efficace.

En définitive, cette réunion de la C.N.E. doit marquer une relance du secteur « Entreprise » du P.S.U., après l'adoption par le parti de la stratégie liée à l'autogestion.

Cette relance doit permettre un développement de l'action des groupes déjà existants (il y en a quand même plus de 200). Mais elle doit permettre aussi l'implantation dans toutes les entreprises où il y a des militants du P.S.U. Sacré boulot ! Mais jamais la crédibilité du P.S.U. n'a été aussi grande chez les travailleurs.

Jacques FERLUS ■

s des métallos

• PEUGEOT - SAINT-ETIENNE : les mercenaires du patronat

DEPUIS le mercredi 4 avril, les ouvriers de Peugeot-Saint-Etienne occupaient l'usine jusqu'à l'expulsion du piquet de grève dans la nuit du 11 au 12 par deux commandos d'environ cent mercenaires casqués, vêtus de combinaisons bleues ou kaki, armés de barres de fer, de manches de pioches et de chaînes de vélos, et pour certains même d'armes à feu.

Sept membres du piquet de grève furent blessés.

La région stéphanoise connaît, depuis plusieurs mois, une recrudescence de conflits, principalement dans la métallurgie et le textile.

La plupart des objectifs mis en avant concernent presque toujours les salaires, l'emploi ou les conditions de travail, et dans la majorité des cas, les OS sont les acteurs des luttes.

Après Euro-Fac en septembre, Creusot-Loire Onzion en octobre, Cégédur en décembre et janvier, Richier pendant les élections, au lendemain du deuxième tour des élections, et depuis ce sont : Forges Stéphanoises, Holt-

zer-Outillage, Jacquemart, Labo-Industries, Jurine.

C'est dans ce climat qu'éclate le conflit Peugeot.

Dans le groupe Peugeot, l'usine de Saint-Etienne figure parmi la plus combative. La dernière grève la plus dure remonte à 1969, au cours de laquelle les ouvriers avaient occupé les locaux de l'usine pour l'alignement de leurs salaires sur ceux de Sochaux.

Cela explique pourquoi cette fois-ci la direction ne s'est pas laissée surprendre.

C'est le mercredi 4, dès 7 heures du matin, que les OS du secteur « pressatôlerie » (400 travailleurs) déposent un cahier de revendications :

- 1.500 F pour 40 h (primes non comprises) ;
- Prime de fin d'année et de congé égale pour tous et équivalant à un treizième mois calculé sur le niveau le plus élevé ;
- 1 heure mensuelle d'information syndicale ;
- Retraite à 60 ans avec un mini de 75 % du salaire ;

— Augmentation de la prime de transport ;

— Augmentation de la prime de panier (c'est-à-dire complète pour tous les travailleurs en poste) ;

— Augmentation des heures pour les délégués ;

— Attribution des vêtements de travail à tous les salariés.

En fait, et bien que cela n'apparaît pas dans le cahier de revendications élaboré par les travailleurs, comme chez Renault, les conditions de travail ont joué un grand rôle dans le démarrage du conflit. Sur 936 ouvriers, près de 800 sont OS.

C'est à partir de 11 h, sur la proposition des délégués CGT-CFDT et FO, d'étendre le cahier de revendications à l'ensemble des travailleurs de l'usine que ceux-ci décident d'occuper immédiatement. Le poste du soir en faisait autant l'après-midi.

Dans le même temps, et avec le concours d'une bonne partie de la maîtrise, la direction disposait un grillage autour de ses locaux administratifs (les travailleurs l'appellent « le

une centaine de ces nervis qui attaquent et expulsent le piquet de grève, sous la menace d'armes à feu (des traces de balles ont été relevées) envoyant un certain nombre d'entre eux à l'hôpital.

La direction croyait avoir gagné et, dans la même nuit, tentait de réquisitionner toute la maîtrise et les mensuels non grévistes.

Non seulement les mensuels refusèrent d'entrer dans le jeu, mais dès les premières heures de la matinée, les travailleurs des usines alentour manifestaient devant Peugeot, et c'est devant le risque grandissant d'un affrontement violent avec les mercenaires et les flics stationnant devant les entrées que le préfet dépêche quelques centaines de CRS.

la fascisation s'étend

A l'appel des trois UD CGT, CFDT et FO pour une manif à 16 h 30 et la réoccupation des locaux, près de 20.000 travailleurs en colère se trouvaient au rendez-vous devant Peugeot. Dans toute la région stéphanoise, les travailleurs ont débrayé et manifesté. « Grâce » à la protection des CRS, les mercenaires évacués dans des fourgons, ont échappé de justesse au lynchage.

Rarement dans l'histoire du mouvement ouvrier, une manifestation a rassemblé en si peu de temps (quelques heures) autant de travailleurs et travailleuses à Saint-Etienne.

Les CRS se sont retranchés sous les cris de « CRS-SS », les chants et saluts nazis, les travailleurs leur crachant au visage.

Après avoir réoccupé l'usine, les sections syndicales ont changé d'avis dans la nuit et ont laissé les entrées gardées par les flics.

La fascisation patronale s'étend à d'autres entreprises stéphanoises. Notamment aux Ets Jacquemard (en grève aussi), proches de Peugeot, la direction emploie une dizaine de « gorilles » pour bloquer l'entrée de l'entreprise (en s'aidant d'un chien policier).

Aux Bennes Mariel aussi, la direction recrute parmi d'anciens militaires (légionnaires...) ceux qui constituent à présent l'essentiel du personnel de gardiennage et ceux qui, après une formation spéciale à Paris, servent à briser la grève et à « casser » les temps. Nous savons même que certains employés de la direction s'activent à recruter des mercenaires dans les boîtes locales et à établir un fichier des militants syndicalistes et politiques de Saint-Etienne.

— Que ce soit à Dijon, Lille ou Sochaux, le cahier de revendications, ainsi que le déroulement des événements, sont affichés. Dans certaines usines, les organisations syndicales appellent les travailleurs à discuter du cahier de revendications dans les ateliers.

Des débrayages de solidarité ont également eu lieu.

— Les travailleurs ne doivent pas rester isolés. Il faut lutter contre les milices patronales qui se mettent en place avec la complicité de l'Etat (à Saint-Etienne, les pouvoirs publics et les parlementaires sont au courant) en publiant les noms et les photos de ces mercenaires dans toutes les villes où ils se trouvent.

— Comme pour Renault, il faut dénoncer les conditions de travail scandaleuses et abrutissantes des OS.

La solidarité doit être immédiatement organisée pour populariser la lutte des travailleurs et renforcer leur lutte par le soutien financier.

Correspondance. ■



La mobilisation anti-fasciste : rarement autant en si peu de temps.



en passant par de Wendel

Wendel-Sidélor, « roi » de la Lorraine, bat en retraite. Après deux jours de négociations presque ininterrompues pendant le dernier week-end, il a fait des promesses sur tous les points que les ouvriers spécialisés de la Sollac et de Sacilor soulèvent depuis des années :

• D'abord, harmoniser les salaires et les classifications à l'intérieur du groupe avant le 31 décembre 1975. Il n'est pas rare, en effet, de relever des écarts de 200 francs entre Sollac et Sacilor, pour un même travail.

• Ensuite, discuter paritairement de la grille unique, des conditions de travail et de sécurité, de la mensualisation complète, des heures syndicales, de la retraite.

Mais ce sont là des promesses de patrons en « difficulté ». Et si les grèves s'arrêtent ? Pourront-elles repartir dans de bonnes conditions, comme celles qui ont permis leur démarrage ? C'est vrai que les ouvriers sidérurgistes de Lorraine mènent depuis longtemps la « guérilla » contre un patronat paternaliste et intransigent regroupé dans une puissante

organisation : l'ASSIMILOR.

Cependant, beaucoup aussi parmi eux pensent aujourd'hui qu'il faut battre le fer aussi longtemps qu'il est chaud. Cela se traduit par la volonté de poursuivre l'offensive par la grève au niveau du groupe Wendel-Sidélor. C'était, lundi, la position prise en compte par la CFDT, à l'initiative des grèves actuelles à la Sollac, et à Sacilor-Hagondange. Par contre, à Rombas et à Gondrange, la CGT adoptait une attitude plus réservée, s'en remettant à la négociation promise au niveau du groupe, mais aussi à une négociation plus large avec la chambre patronale. Pour elle, une pression, mais pas de « blocage » du groupe.

La direction a déjà menacé de lock-outer les 20.000 salariés si plusieurs hauts-fourneaux s'arrêtaient. Malgré le passage d'OS chez les professionnels (les pontiers) — ou peut-être à cause de cette concession —, d'autres « ateliers », d'autres groupes de sidérurgistes étaient prêts à se mettre dans le mouvement. Comme quoi, le mauvais exemple... Ah, Monsieur Ceyrac ! ■

château ». Par ailleurs, la même maîtrise, accompagnée de quelques ouvriers non grévistes, tentait d'occuper les ateliers pour les évacuer aussitôt après, les grévistes se faisant menaçants.

Comme Simca, Citroën, Michelin ou Renault (Overney), la direction de Peugeot est elle aussi une direction de combat.

Le vendredi 6 avril, elle fait citer en référé huit délégués syndicaux et un ouvrier pour occupation illégale. Le lendemain, le tribunal de Saint-Etienne ordonne l'évacuation des deux usines.

De surcroît, elle tente des manœuvres de diversion en licenciant sept ouvriers et en demandant au CE le licenciement de quatre délégués.

A l'arsenal juridique dont elle fait bon usage, elle ajoute l'emploi de milices armées. Comme à Mulhouse en 69, elle veut tenter le coup de force en envoyant à Saint-Etienne des mercenaires employés dans différentes usines du groupe (Dijon, Lille, Sochaux...) et entraînés à un travail bien spécial.

Dès le lundi 6 avril, une dizaine de délégués interceptent environ trente de ces « gorilles » de Dijon et les mettent en garde. Les jours suivants, d'autres arrivées se succèdent. Et dans la nuit du 11 au 12 avril, c'est

une idée neuve... :

la participation !

Que dire d'original sur les propos d'un homme dont la seule originalité est de ne pas en avoir ? Surtout pas dans le domaine de l'imagination et du progrès social, ainsi que viennent d'en témoigner les débats à l'Assemblée Nationale. Le Premier ministre, visiblement à la peine, a néanmoins réussi à arracher le vote de confiance de ses complices à l'issue de la morne lecture d'un long catalogue qui venait d'être réécrit par l'Elysée.

Sil la fermeté du ton et l'absence de projet politique ont eu pour premier effet de raffermir les valeurs françaises en Bourse, gageons qu'en contrepartie ils raffermiront aussi la volonté et la détermination des travailleurs et des jeunes dans les mouvements qu'ils déploient.

Médiocre déclaration gouvernementale ! Certes. Mais à travers elle, se profile toute la politique pompidolienne qui consiste à parer au plus pressé pour sauver les meubles, avant 1976.

Car c'est bien de cela qu'il s'agit. Un volumineux catalogue de mesures à effet rapide auquel il manquait une aura philosophique. Elle fut vite trouvée : la troisième voie entre le « collectivisme totalitaire » et le « capitalisme classique ». Mais tout avait déjà été dit sur cette voie, et parfois avec plus de lyrisme. Ce qui ne manquera pas d'amuser, c'est la nostalgie, pour ne pas dire le regret qu'inspirait, la semaine dernière, chez les gaullistes, le souvenir de la nouvelle société de Chaban-Delmas. A l'époque, en septembre 1969, le projet était apparu peu vertèbré. Pour le moins. Et puis, chacun avait fini par identifier la grisaille quotidienne à cette nouvelle société.

Avec la « troisième voie », le projet Messmer a trouvé son générique. Encore plus triste. Pour le contenu, les idées n'étaient pas au rendez-vous.

Pas plus que les idées ne sont au rendez-vous du pouvoir en Europe capitaliste. Un examen rapide permet de s'en convaincre. Willy Brandt vient de déclarer à Hanovre, devant le Congrès

du SPD, que l'exercice du pouvoir pousse à des réformes « pas à pas ». Une vaste politique pragmatique en matière économique monétaire et sociale guide ces gouvernements. Et pour cause ! ils obéissent aux mêmes rouages économiques du profit.

Dès lors, gouverner signifie éviter à tout prix que tout craque en tentant d'empêcher la conjonction entre tous les secteurs turbulents de la nation, travailleurs, jeunes, vieux et les dossiers brûlants de notre société.

En France, la récente campagne électorale a permis à la majorité gouvernementale de se convaincre de l'urgence de lever quelques soupapes de sécurité. Mais pas toutes. Sinon, il faudrait remettre en cause tant notre régime que notre civilisation. Alors, prudemment, la patte du chef de l'Etat a rayé ou corrigé ce qui a été présenté comme un programme de gouvernement. Le problème n'est pas de savoir si les mesures annoncées dépassent les promesses de Provens, mais plutôt de savoir à quels objectifs elles correspondent. Leur application, encore hypothétique, ne sera pas neutre. Mais pas toujours dans le sens que l'on croit.

plus vite et plus loin

La fixation du SMIC à 1.000 F par mois au 1^{er} juillet prochain, la revalorisation des allocations vieillesse, la

retraite « à la carte » à partir de 60 ans, la négociation d'un contrat de progrès avec les représentants des associations familiales pour garantir le niveau du pouvoir d'achat des allocations... La liste est longue. Bon nombre de revendications à court terme se trouvent ainsi satisfaites. Ou presque, car rien ne transpire sur les délais et modalités d'application.

Emporté par l'élan, Messmer s'est déclaré, en outre, partisan d'un resserrement des salaires. Les entreprises nationalisées montreront l'exemple en bloquant les salaires de leurs dirigeants et en revalorisant le travail manuel. L'intention est louable. Mais comment accorder un crédit quelconque à ses promesses, alors que la direction de Renault semble avoir une autre conception du traitement appliqué aux OS ? Comment demander, par ailleurs, à un conseil d'administration, de bloquer lui-même ses revenus sans s'octroyer une augmentation au moins égale à la progression du coût de la vie. Calculée selon l'INSEE. En tout état de cause, cette augmentation serait supérieure à celle accordée aux travailleurs manuels si l'on se réfère aux années passées.

Vouloir ramener l'échelle salariale brute de 1 à 8 procède de vœux pieux quand on sait qu'après calcul fiscal cette même échelle passe de 1 à 450 ! Or, rien n'est dit sur une réforme fiscale. Le gain en capital restera protégé. Une correction des inégalités sociales se profile. Le fait est indéniable. Mais au sein de la large frange des petits et moyens salariés : les autres ne verront pas leurs privilèges entamés.

Enfin, allant plus loin que dans sa déclaration d'investiture d'octobre dernier, Messmer propose d'accorder aux délégués du personnel une voix délibérative dans les conseils d'administration. Le serpent de mer de la participation reparait. Mais que pourront et que peseront les protestations des représentants des salariés qui assisteront, impuissants, au partage et à l'appropriation de leur travail ?

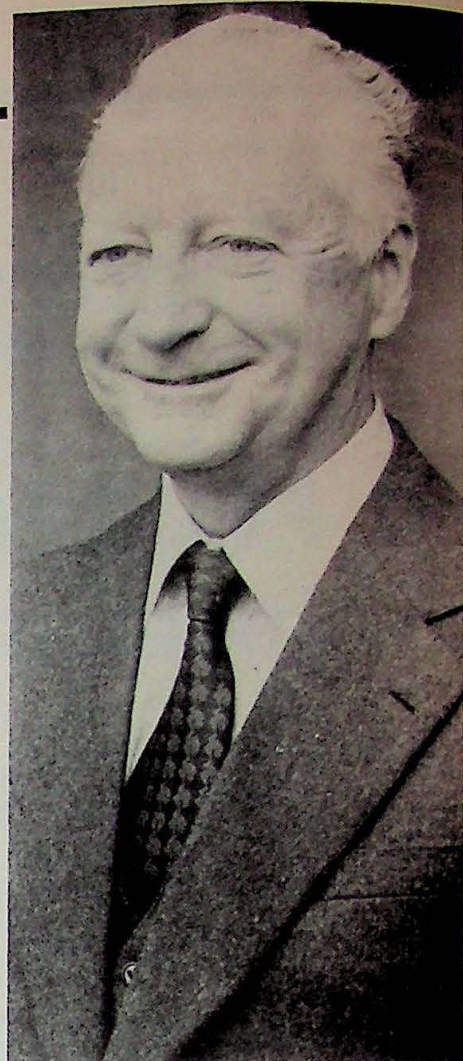
Le monde financier clame pourtant déjà son inquiétude : « Si les délégués du personnel sont appelés à participer sur un pied d'égalité aux réunions des conseils d'administration, pourquoi n'auraient-ils pas droit aux tantièmes quand ils sont distribués ? »

les oublis

Le pari peut être pris. Une telle mesure n'a aucun risque de devenir exécutoire à court terme. Et pour cause ! Le sacro-saint apanage de s'octroyer une partie des bénéfices sous forme de tantièmes représente l'un des bastions les plus solides, et sordides, des mœurs capitalistes.

Par contre, plus sérieuse semble être la volonté affichée de vouloir repenser le problème d'ensemble du financement de la Sécurité sociale. La fiscalité partielle de ce service public constitue un premier élément de réponse. Comprise avec l'instauration d'un impôt négatif, cette orientation pourrait masquer l'embryon d'une nouvelle politique des revenus. Faire jouer à l'Etat le rôle d'un redistributeur de richesses a toujours été l'ambition des technocrates. Mais que représentent de telles intentions si le pouvoir de décision n'existe pas ?

Messmer risque d'en faire la triste expérience.



Le projet Messmer : les idées n'étaient pas au rendez-vous.

Certes, personne n'attendait du nouveau venant de la tribune de l'Assemblée Nationale. Plus personne n'est dupe de la politique menée par le pouvoir. Toutes les mesures annoncées ne visent qu'à consolider l'expansion de l'économie française « new-look ».

Pour ce faire, quelques concessions étaient nécessaires afin de désamorcer les luttes qui traversent le pays. En atténuant les risques d'une crise sociale, le gouvernement lâche du lest dans les secteurs qui ne remettent pas en cause les fondements du pouvoir patronal. Le silence qui entoure la réponse à la question sur le financement de ce programme finira par convaincre les sceptiques que les objectifs suivis par le gouvernement visent à donner un second souffle au néo-capitalisme français. Un mot est timidement lâché, aux curieux qui sont par trop insistants sur le mode de financement : l'expansion. L'expansion des mois à venir absorbera l'effort consenti pour la réalisation de ces mesures sociales. Quelle réalité recouvre cette réponse ?

Assurément pas une redistribution des revenus (prendre aux possédants pour donner aux autres). Mais l'inflation, pour ne pas frustrer l'accumulation des profits qu'occasionne la croissance. Ces dépenses supplémentaires de la collectivité nationale seront payées par l'accroissement monétaire obtenu en jouant sur l'écart entre la progression des prix et le rattrapage des salaires. Le petit et moyen salarié est le premier à subir une telle mécanique. Par contre, un silence coupable entoure le monde de la spéculation. La lutte contre l'inflation n'a été abordée que du bout des lèvres. C'est un choix de classe.

Enfin, bien plus que par ce qu'il a dit, les « oublis » de Messmer sont lourds de signification politique. A la trappe l'ébauche d'une politique de la jeunesse, à la trappe aussi l'ébauche d'une réforme judiciaire et toutes les décisions qui auraient été un aveu implicite de reconnaissance de la crise mortelle de notre société.

Mais peut-on être autruche longtemps ? Fiscalité, avortement, armée, environnement, cadre de vie, transport, immigrés sont autant de pavés qui obligeront bien l'oiseau à sortir du sol sa tête enfouie.

Tous ces « oublis » portent le même sceau : celui d'un mépris souverain de l'expression populaire dans les usines, dans les lycées, les cités et les prisons. Est-il permis de rêver au succès de l'expression populaire ? Le pari peut être pris qu'il ne s'agira pas de la « troisième voie ».

Robert DESTOT. ■



PIERRE GUIDONI
**HISTOIRE
DU NOUVEAU
PARTI SOCIALISTE**

26F

JEAN-PIERRE OPPENHEIM
**LA C.F.D.T.
ET LA PLANIFICATION**
histoire de la CFDT

25F

MAURICE CATANI
**L'ALPHABETISATION
DES TRAVAILLEURS
ETRANGERS**

26F

REGINE BURFIN
**LE FRANÇAIS
POUR TOUS**

25F



Abattre la pieuvre verte

Pour toute société en crise, lorsque s'exacerbe la lutte des classes, et c'est le cas de la société française d'aujourd'hui, la diffusion des idées, le fonctionnement des « appareils idéologiques » devient un secteur névralgique.

Pour la classe au pouvoir, il s'agit de mettre tout en œuvre pour éviter le développement des idées « subversives », en bloquant leur diffusion par les moyens de communications de masse sans lesquels leur écho reste cantonné aux foyers de luttes. Parallèlement, ces mêmes canaux d'information doivent déverser, avec plus de vigueur que jamais, les thèmes de l'idéologie dominante de la lutte des classes.

Pour ceux qui luttent, au contraire, pour l'instauration dans ce pays d'une société socialiste, le démantèlement de cet appareil de conditionnement et de subtile répression devient donc un objectif primordial.

C'est bien là, en effet, l'enjeu de la bataille qui se livre aujourd'hui dans l'ensemble du secteur de l'information, et dont l'âpreté s'accroît depuis que la crise idéologique, après mai 1968, gagne des couches de plus en plus larges de la population travaillante.

● D'un côté, l'Etat, et le groupe au pouvoir, renforce sa mainmise sur l'ORTF, accroît la collaboration avec les grands groupes capitalistes en leur promettant la privatisation de la télévision, en accordant à Hachette des accords préférentiels pour la mise en œuvre de nouveaux moyens techniques en confirmant son contrôle sur les NMPP...

● De l'autre côté, on assiste à la multiplication des luttes menées par les travailleurs dans tous les secteurs qui concourent à la diffusion des idées. Mais cette multiplication va de pair avec une extraordinaire diversité, un total éparpillement des revendications aussi bien que des formes de luttes mises en œuvre :

— certaines visent uniquement l'objectif salarial, d'autres posent la question des conditions de travail et au delà, celle du contrôle de l'embauche et du licenciement,

— certaines attaquent la fonction même de l'entreprise, et les travailleurs remettent alors en cause l'information qu'on leur fait diffuser,

— certains se battent contre la censure, d'autres vont jusqu'à tenter de mettre en place des organes de contre-information de masse...

Surtout les entreprises concernées, et plus encore les catégories de personnel et les professions sont innombrables :

- travailleurs des entreprises d'édition (Hachette...),
- diffuseurs de presse,
- journalistes,
- réalisateurs de cinéma.

C'est donc bien là que doit porter notre principal effort qui doit tendre à coordonner, à rassembler ces luttes éclatées, à élargir leur soutien au delà même du secteur des entreprises d'information à l'ensemble des couches populaires. Il s'agit en fait, là comme ailleurs, d'appliquer nos axes de lutte au :

- contrôle des travailleurs sur les salaires et leurs conditions de travail,
- contrôle populaire sur les prix et les conditions de vie.

1. CONTROLE DES TRAVAILLEURS EUX-MEMES AU SEIN DES ENTREPRISES DE DIFFUSION DE L'INFORMATION, ÇA SUPPOSE :

— l'intensification des luttes menées par toutes les catégories de personnel dans les diverses entreprises du secteur et leur coordination ;

— la mise en commun des informations, car il est paradoxal de constater combien, dans un secteur voué à la communication, le cloisonnement reste total entre ceux qui travaillent et luttent dans les diverses branches ;

— la définition en commun d'objectifs unifiants (contrôle des salaires, de l'embauche et des licenciements, mais aussi contrôle d'un certain nombre de décisions essentielles sur le contenu même de l'information diffusée : désignation des rédacteurs, refus de la censure...);

— la mise en cause de la structure même de l'entreprise. Ainsi, une campagne

pour l'expropriation de Hachette, sans cacher les limites d'un tel projet dans le cadre d'une société capitaliste ne doit pas être séparée de l'affirmation du contrôle des travailleurs. Idem, mais en sens inverse de la lutte contre la privatisation de l'ORTF...

Mais il est évident que l'objectif ne doit pas être de reconstituer à terme un monopole de l'information au profit des travailleurs du secteur. La perspective d'autogestion que trace le PSU ne saurait être assimilée au corporatisme. Pas plus qu'il ne s'agit de donner, dans la société socialiste, l'école aux enseignants, il ne faut pas se borner à confier les journaux aux journalistes et les entreprises de presse aux travailleurs de l'édition. Le seul objectif possible est celui du contrôle populaire sur l'information.

2. LE CONTROLE POPULAIRE SUR L'ELABORATION ET LA DIFFUSION DE L'INFORMATION.

C'est sans doute là, la difficulté essentielle car tout ce qui sera tenté dans ce sens restera éphémère, imparfait et boiteux, tant que la société actuelle restera sur ses pieds. D'autant que les exemples de lutte dans ce sens restent encore extrêmement rares. Mais c'est pourtant dans ce sens qu'il faut chercher :

— à développer le soutien populaire aux travailleurs en lutte dans le secteur ;

— à organiser la contestation populaire du bourrage de crâne (discussion et dénonciation des émissions de télévision par tract ou tout autre moyen, critique du contenu des manuels scolaires en collaboration entre les travailleurs de l'édition, les enseignants et les enseignés...);

— à imposer un contrôle populaire sur les nouvelles formes de diffusion de l'information (télédistribution...);

— à aider les tentatives pour développer une presse populaire anticapitaliste (à condition que le contrôle populaire soit précisément assuré).

Nous avons déjà parlé, dans « TS », du scandale que constitue la situation de monopole du trust Hachette. Le nouveau dossier que nous publions cette semaine a été établi par le groupe PSU Hachette, 6^e section.

• au-delà de la nationalisation

NOUS AVONS POSÉ TROIS QUESTIONS À GABRIEL ENKIRI, QUI REpond ICI AU NOM DU SYNDICAT CFDT DE HACHETTE.

• TS • — Vous avez connu, chez Hachette, une grève dont tout le monde se souvient, en décembre dernier. Maintenant que quelques mois ont passé, peux-tu, aujourd'hui, dresser un bilan des luttes et nous exposer comment se présente la situation ?

Enkiri. — Le mouvement revendicatif de décembre a révélé que de nombreux services, réputés mous, pouvaient également se battre. En réalité, la CGT, vieille organisation, sous-estimée par la force des choses la combativité du personnel. En outre, puissante dans l'annexe de Cévennes, la plus importante des annexes jusqu'ici, elle est habituée à contrôler le mouvement.

Tous les débrayages portaient de là et d'elle.

Paradoxalement, la décentralisation qui entraîne une dispersion du personnel a permis à la CFDT, nouvelle venue, de s'affirmer dans les nouvelles annexes. Les points chauds chez Hachette ne sont plus à Cévennes mais dans les petites annexes où sont regroupées des activités spécifiques : celle du Banquier (les bibliothèques de gares et de métro), de Marcadet (Livre de Poche et retours volumes). Le boulevard Saint-Germain, où se trouve le siège social, resté toujours en dehors des mouvements, a, en décembre, participé à la grève. Des services entiers ont échappé à l'influence de leurs chefs, donnant ainsi au mouvement un caractère de masse, contrairement à celui de mars 69, qui était demeuré minoritaire.

Sans doute le mécontentement provoqué par la hausse du coût de la vie est-il à l'origine de l'élan revendicatif. Il faut cependant y ajouter le renouvellement — naturel — du personnel : les jeunes y sont de plus en plus nombreux, et les anciens, autrefois majoritaires, tiennent moins leur entourage. Et puis il y a le renouvellement structurel de l'entreprise : la mécanisation de la distribution du livre apparente de plus en plus l'entreprise à l'usine qu'à une « librairie ». Aux BB Gares, au DIH, au Livre de Poche, les chaînes ont fait leur apparition : des milliers de colis sortent chaque jour des magasins vers les quatre coins du monde, et vers toutes les gares de France ou les aéroports. Partout, le livre avec le journal porte les couleurs d'Hachette !

La décentralisation liée aux restructurations mécanisées a fait naître l'inquiétude parmi le personnel. La menace — qui se précise — d'une décentralisation regroupée dans une ville nouvelle de la banlieue parisienne, à Evry ou Saint-Quentin-en-Yvelines, n'a fait que l'accroître. La direction veut se débarrasser d'une fraction du personnel, la plus âgée, et propose un avancement du départ en retraite à tous ceux dont le poste peut être supprimé dans le cadre des nouvelles activités. Ce sont des licenciements déguisés (et d'ailleurs, officiellement, des licenciements pour les ASSÉDIC). Elle assure pour le moment ne pas prévoir de véritables licenciements. Mais comment la croire ? Aucune garantie de l'emploi n'existe. L'incertitude du lendemain pèse, notamment sur les plus âgés, et peut constituer un frein à l'action. Il n'a pas empêché cependant le puissant mouvement de décembre.

Sur le plan syndical, aux yeux de tous, la CFDT est apparue plus combattive que la CGT. Cela s'est traduit par des adhésions et des démissions : c'est ainsi que l'ancien secrétaire de la CGT a rejoint la CFDT. Un autre fait réconfortant : si de nombreux jeunes restent en dehors des syndicats, ils participent au mouvement et sympathisent plus volontiers avec la CFDT. Le renouvellement se manifeste donc également dans les syndicats.

En face, la direction a perdu le contrôle de « son » personnel, qu'elle va s'efforcer de reprendre en main.

Elle commence d'abord par les cadres pour la plupart intégrés. MM. Nora et Fargeas ont invité à déjeuner successivement les représentants de la CGC, de la CFDT cadres et de la CGT cadres ! Aucun n'a eu le courage de refuser. Au contraire, tous ces messieurs se sont précipités vers l'échelle tendue par les patrons. Ceux-ci rêvent,

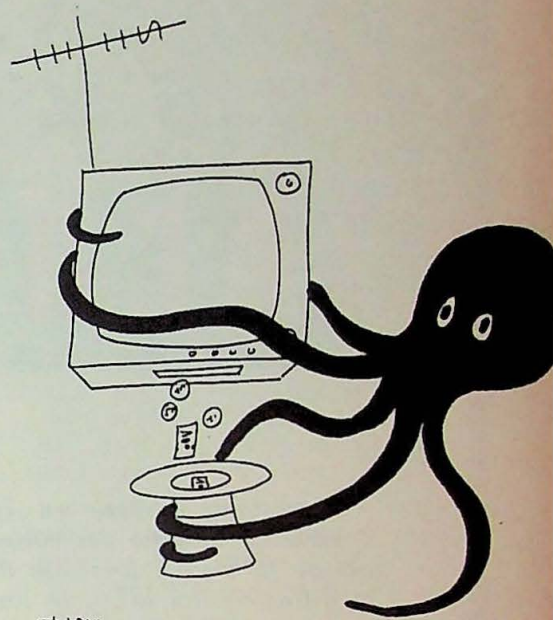
d'un comité de liaison Hachette-ORTF (1). Pourquoi ce comité ? En quoi peut-il concrètement être utile dans la lutte ?

Enkiri. — Depuis plusieurs années, Hachette possède sa propre société de télévision : Télé-Hachette. Mais c'est l'accord sur les vidéogrammes, signé fin 71, entre l'ORTF et Hachette, qui nous a rapprochés. Nos camarades de l'ORTF luttent contre la « privatisation » de l'Office, c'est-à-dire contre la mainmise des intérêts privés sur la télévision. De notre côté, nous luttons syndicalement contre nos patrons, ceux de Hachette qui sont précisément ces requins prêts à se jeter sur toutes les activités rentables de la télé. La distribution en exclusivité par Hachette des futures mini-cassettes ouvre une brèche par où le fric va s'engouffrer dans la boîte à images.

Voilà pourquoi nous avons décidé d'organiser d'abord en commun un meeting CFDT sur Hachette et sur l'ORTF :



Toutefois, l'alliance Hachette-ORTF ne doit pas nous faire perdre de vue nos revendications propres. Nous avons affaire à deux monstres qu'il est pratiquement impossible d'aborder globalement sans se disperser. C'est le danger qui nous guette : vouloir tout saisir et se diluer dans tous les sens. Aussi importe-t-il d'agir sur deux plans : un plan général, celui de l'Information autour d'Hachette-ORTF, un plan plus restreint, peut-être chacun de son côté, autour de secteurs plus limités.



PAROU

En ce qui nous concerne, nous voulons regrouper autour d'Hachette tout le secteur édition-presses-livre/radiotélé sur un objectif précis : la dénonciation du trust Hachette et de ses ambitions, l'avènement du monopole

Les déboires d'Hachette

... AUX BIBLIOTHEQUES DE GARES

CHEZ nous, ils ont commencé par installer une chaîne. Nous devons faire un office par jour.

(Un office peut comprendre plus de cent mille volumes). En réalité, nous parvenons à en faire un et demi par semaine !

C'est-à-dire guère mieux qu'à Cévennes, avec nos anciennes méthodes de travail ! Pour ça, des colis de livres, il en part tous les jours, des milliers, dans toutes les directions. Ça part, comme dit l'autre, mais est-ce que ça arrive bien ? On embauche des intérimaires qui ne connaissent pas le travail, qui restent un jour, puis on en reprend d'autres. D'après ce qu'on sait, les bibliothécaires se plaignent de ne pas recevoir ce dont elles ont besoin, des livres qui se vendent ; on leur envoie de la camelote, des bouquins absolument invendables qu'elles ne savent pas où mettre. Il y en a qui nous disent qu'elles n'ouvrent même pas leurs colis ! Il y en a qui sont pour Strasbourg et qui arrivent à Marseille ! Il manque du personnel, c'est tout. C'est nous qui devons tout faire, confectionner le colis, le ficeler, coller les étiquettes. Quelle pagaille ! D'après les chefs : « tout va très bien, ça n'a jamais aussi bien marché » ! ...Jusqu'au jour où ça craquera !

Des employés des BB Gares.

... AU DEPARTEMENT INTERNATIONAL A VANVES

DEPUIS janvier 1973, le Département International Hachette (D.I.H.) est implanté à Vanves. Cette « indépendance » relative du D.I.H. à l'intérieur du groupe Hachette, a amené une équipe d'organismes à repenser le travail de chacun, dans le seul souci d'une meilleure rentabilité, d'efficacité, par l'instauration du travail à la chaîne, dans le seul but d'un profit toujours meilleur. Sans aucune consultation ni information du personnel. Celui-ci, dans son ensemble, n'accepte pas ces nouveaux changements avec tout ce que cela implique : dépersonnalisation du travail de chacun, « cloisonnement » entre les services intéressés, fiches de rendement (pour la direction dans le seul but d'établir des statistiques...), un encadrement ne pouvant résoudre les divers problèmes du travail. De plus, la clientèle est de moins en moins satisfaite des services du D.I.H. : lenteur dans les délais de livraison, erreurs de fournitures, etc. d'où une baisse sensible des commandes... et une fuite éventuelle des clients ?

Devant toutes ces carences, le personnel se sent de plus en plus inquiet de son avenir, tant sur le plan de sa responsabilité dans son travail que sur l'insécurité de l'emploi au sein du D.I.H.

Des employés de Vanves.

pour contrecarrer l'influence des syndicats, et notamment la remuante CFDT, d'associer plus étroitement le personnel à la bonne marche de l'entreprise. D'où la naissance de projets mirobolants : nouvelle distribution d'actions, association capital-travail, concertation accrue au sein du comité d'entreprise où la représentation des cadres serait renforcée, etc. Ces messieurs ne savent plus quoi inventer pour tenter de mystifier le personnel.

Les prochaines batailles, inévitables chez Hachette, seront rudes. La grève de décembre nous permet d'espérer qu'elles tourneront, une fois de plus, à l'avantage des travailleurs, qui ont découvert, à cette occasion, que la lutte payait.

• TS • — Vous avez accepté l'idée, lancée par vos camarades de l'ORTF,

De plus, il nous faut reconnaître que la CFDT est jeune dans tout ce secteur du Livre et de l'Information. Nous avons donc intérêt à unir nos forces pour faire le poids face à nos CGT bureaucratisés et monopolisateurs.

Nous sommes satisfaits de voir que la Confédération s'intéresse à nos efforts. Elle avait délégué à notre meeting un membre du Bureau confédéral.

Le progrès est notable, lorsqu'on se souvient qu'il y a un an Laurent Lucas, alors président de la Confédération, nous avouait que la CFDT « jusqu'à présent ne s'était pas intéressée au Livre du fait que le secteur appartenait à la CGT ». Tout n'est pas réglé pour autant, et nos illusions sont à la mesure de nos forces !

Les kiosques

Les employés de Hachette ne sont pas seuls à en avoir assez de la Pieuvre. Les marchands de journaux aussi en ont assez de la dictature du trust vert...

• TS • — Que reprochez-vous à Hachette ?

R. — Tout. C'est un scandale. C'est le scandale. Ce qui est énorme, c'est que la presse, loin de rechercher les causes du mal dont elle souffre, préfère pratiquer la politique de l'autruche. Tout cela parce que les journaux, même les plus puissants, n'ont pas le courage d'attaquer les NMPP. Ils estiment que le « trust vert » est imprenable. On subit sans réagir.

• TS • — Quelle serait votre attitude, en tant que marchand de journaux, si les syndicats ouvriers et employés soulevaient le problème d'Hachette ?

R. — Qu'il s'agisse de syndicats ouvriers ou d'éditeurs sérieux, qu'il s'agisse de parlementaires de toutes tendances qui auront l'audace de s'attaquer à la pieuvre, qu'il s'agisse d'organismes nationaux ou internationaux (on le sait, ils ont ouvert une enquête à Bruxelles sur Hachette), je suis disposé, quant à moi, et je ne serai pas le seul, à coopérer avec les uns ou les autres.

• TS • — Quand vous parlez de scandale, pouvez-vous préciser ?

R. — Je vais vous le dire. Tout un appareil payé par tous les éditeurs est au service d'un seul éditeur. C'est bien vrai : les éditeurs paient tous pour Hachette, mais ils n'ont pas osé jusqu'ici tenter de crever l'abcès. Je peux



en manière d'information. Avec nos camarades de l'ORTF, nous passons à un autre plan, plus vaste, plus général, plus passionnant aussi, il faut le reconnaître : on retrouve là la supériorité de l'image sur l'écrit. Et la difficulté d'associer l'image et l'écrit dans la lutte. Nous pensons pouvoir le faire, et peut-être le ferons-nous dans le cadre de la CFDT. A ce sujet, le rapport de Krumnov sur l'Information en vue du prochain congrès de Nantes constitue une aide appréciable. Nous allons l'utiliser... et le compléter.

• TS • — Que pourrait signifier un contrôle populaire sur une entreprise comme Hachette? Est-ce que cela passe par la nationalisation? Et si oui, est-ce qu'une telle mesure t'apparaîtrait suffisante?

Enkiri. — On le sait, le programme commun du PC et du PS avait enlevé Hachette de la liste des entreprises à nationaliser. Le PC, lui, l'envisageait dans son programme. Il faut dire qu'à la CFDT, une nationalisation bureaucratique d'Hachette nous emballait peu. Etatiser l'édition et la presse, voilà de quoi faire dresser les cheveux sur la tête. Le système actuel est pourri, certes, il est mauvais, il faut le jeter bas. Mais le remplacer par un système encore plus terrible dans ses conséquences, à quoi bon? Qu'est-ce que cela apporterait aux travailleurs? Une meilleure information? Ou la saisie des journaux d'extrême-gauche ou tout simplement de ceux qui ne clameraient pas la vérité officielle?

On ne peut trouver une solution qu'en associant ceux qui lisent à ceux qui font les livres, l'information, écrite ou parlée. Une telle solution ne peut,

bien sûr, se situer que dans une perspective révolutionnaire. Qui oserait vouloir associer les lecteurs du « Parisien libéré » à ceux qui font ce torchon? Il faut d'abord les arracher au torchon, et voir ensuite avec eux ce qu'il est possible de faire ensemble. C'est tout le problème.

Y a-t-il des secteurs qui peuvent se prêter à des ébauches de solution?

Peut-être dans l'enseignement, avec les enseignants et les élèves; peut-être dans un secteur comme celui des bibliothèques de gares et de métro

— secteur public qui pourrait passer sous le contrôle des travailleurs? Il faudrait pouvoir se rencontrer, poser le problème publiquement. C'est là, à notre avis, que les syndicats non conformistes, les organisations d'extrême-gauche, les associations populaires et culturelles pourraient jouer un rôle important. Un tel problème ne peut être réglé qu'avec les masses et beaucoup d'imagination. C'est peut-être dans ce domaine que l'imagination doit prendre le pouvoir.

Que le PSU (et les autres) prennent des initiatives, et nous serons là à leurs côtés!

(Propos recueillis par Gilbert HERCET.)

Rappelons que Gabriel Enkiri est l'auteur d'un indispensable dossier sur Hachette.

HACHETTE LA PIEUVRE
Editions Git-le-Cœur
En vente à la librairie TS (12 F)

• Information et autogestion

extrait du rapport KRUMNOV

Le problème de l'information est lié à celui de l'enseignement et de la formation. Dès à présent d'ailleurs, l'enfant reçoit plus d'informations et de connaissances de l'extérieur que de l'école. Pour l'adulte, c'est par l'information bien plus que par l'école (on commence à peine à mettre en place quelques éléments de formation permanente), qu'il reçoit les données qu'il peut intégrer dans son jugement, dans sa compétence et dans sa culture.

De même que pour l'enseignement, la diffusion de l'information ne peut rester aux mains des intérêts privés.

Il faut donc socialiser les moyens de production d'information et parmi les domaines à transférer du secteur privé au secteur socialisé, celui de l'information a une priorité stratégique évidente qui doit s'inscrire dans les premières mesures de transition vers une société socialiste.

Mais il ne peut s'agir, comme pour l'enseignement, d'un service d'Etat, monopolisant toutes les possibilités au service du pouvoir central.

L'un des principes de base auxquels nous sommes attachés dans ce domaine étant celui de la liberté d'expression individuelle et collective, il faut que les possibilités d'expression pluraliste soient largement assurées.

Cela ne peut être le cas que dans la mesure où l'accès des individus et des collectivités aux moyens d'expression serait vraiment démocratisé.

Il ne s'agit pas seulement de garantir la liberté d'expression, dans les principes, par la loi, mais de l'assurer dans les faits en lui procurant les possibilités concrètes et surtout économiques de réalisation.

Cette liberté d'expression, qui doit pouvoir disposer de supports techniques, nous voulons qu'elle puisse se manifester et s'exercer à partir de la

base, c'est-à-dire des échelons de vie sociale tels que l'entreprise, la localité, notamment à partir de la vie des collectivités. Toute centralisation va à l'encontre de cette possibilité. Dans la société démocratique et autogérée que nous voulons promouvoir, les structures d'information doivent être décentralisées pour tenir compte des différents échelons de la vie sociale.

Libérés de la mainmise des capitaux privés par l'appropriation sociale, les moyens de production d'information doivent, tout autant que les autres moyens de production, s'insérer dans un système d'autogestion.

Les grands services d'information qu'il faudrait mettre en place doivent être la propriété de toute la nation. Ils ne peuvent, de ce fait, être gérés par les seuls producteurs, comme les autres entreprises de production, et nécessitent un processus d'autogestion plus complexe, dans lequel les usagers, à travers les réalités de la vie collective aux différents niveaux, doivent pouvoir intervenir en même temps que ceux qui en assurent le fonctionnement.

Dans une société socialiste autogérée, c'est le peuple qui doit avoir la parole. Le peuple, c'est toute l'expression individuelle et surtout collective. Le rôle des services d'information ne sera pas de prendre la place du peuple, mais d'aider les personnes et les collectivités à s'exprimer et de donner à tous ceux qui ont quelque chose à dire la possibilité technique de le faire.

Il nous faut réfléchir, dès à présent, sur ce que pourrait être ce grand service public d'information décentralisé, autogéré, et assurant largement la liberté d'expression dans une société socialiste, et comment ces exigences pourront être assurées par une toute autre intervention de l'aide publique.

aires aussi

vous certifier que si la presse ne s'attaque pas au système de distribution, elle va crever. En effet, avec l'argent des éditeurs, avec l'argent des marchands de journaux, Hachette a décidé de créer des journaux et des périodiques qui s'adresseront à tous les secteurs. Avant cinq ans, c'est son objectif, il faudra que 80 % des moyens d'expression passent sous le contrôle d'Hachette. Ils créeront des publications de toutes tendances, du centre, de droite ou de gauche, des hebdomadaires des genres les plus divers : humoristiques, pornos, etc.

• TS • — Lorsque vous parlez d'appareil, de quel appareil s'agit-il?

R. — Il s'agit de l'appareil des NMPP qu'Hachette utilise en exclusivité pour ses journaux et publications. Un exemple va vous édifier :

Lorsque fut lancé le mot d'ordre de grève des quotidiens (il s'agit de l'avant-dernière grève), des hebdomadaires décidèrent de paraître un jour plus tôt. Leur raisonnement était logique : les clients ne trouveront pas de quotidiens chez les marchands, ils achèteront des hebdomadaires et nous en tirerons un bénéfice.

Ces hebdomadaires furent livrés régulièrement aux Messageries, aux heures habituelles. Les marchands demandèrent, la veille de la grève, si les hebdomadaires seraient servis. Oui, nous répondirent les gérants d'annexes NMPP. Or, nous ne reçûmes que des exemplaires de Elle (qui parut un jour plus tôt, c'était un mercredi) et un complément de service de France-Dimanche... qui venait de paraître. Ce jour-là, tout l'appareil des NMPP, payé par tous, ne fut utilisé que pour deux périodiques appartenant à Hachette. Ceux qui furent imprimés plus

tôt, ou à l'heure habituelle, pour être vendus normalement, furent bloqués par les NMPP.

• TS • — Comment expliquez-vous l'enrichissement d'Hachette par les NMPP?

R. — Le mécanisme est simple. Nous, les marchands, nous payons d'avance tout ce qui nous est livré. Il s'agit de milliards chaque jour. Où vont-ils? En fait, nous les marchands, nous sommes les banquiers d'Hachette, et cet argent nous le prêtons sans intérêt. L'éditeur non plus n'en profite pas, puisqu'il est payé de longs mois après le retour des invendus. Ainsi, pendant de nombreux mois, Hachette se sert de l'argent des autres. Comme un roulement est naturellement établi, ces milliards permettent à l'éditeur Hachette de lancer ce qu'il veut... avec l'argent que détient le distributeur.

• TS • — N'est-il pas surprenant que les autres journaux se laissent faire?

R. — En réalité, ils tremblent tous devant la puissance d'Hachette. Et c'est ainsi que s'établit une complicité collective de la presse. Et elle en crévera. Ce qui est plaisant, c'est que les éditeurs de toutes tendances aident Hachette. Un exemple particulièrement savoureux : depuis de nombreux mois, tous les marchands ont reçu d'office plusieurs exemplaires du programme commun de la gauche. Ces exemplaires ont été payés d'avance. Quand aura lieu le retour des invendus, l'éditeur devra attendre deux ou trois mois avant d'être intégralement payé. Ainsi, l'argent des exemplaires du programme commun aura permis, pendant environ six mois à Hachette... de bénéficier de substantiels intérêts.

• TS • — Lorsque Hachette a lancé le Point, avez-vous constaté une pression contre l'Express?

R. — Nous avons reçu toute une publicité qui tentait effectivement de dresser les marchands contre les concu-

rents au Point, notamment en ce qui concerne les abonnements. Pour assurer le lancement de son journal, Hachette n'a pas eu de soucis. Les marchands de journaux étaient là pour financer l'entreprise. Et on peut dire que les éditeurs concurrents auront également contribué au succès du Point. Il n'est pas exagéré d'affirmer que, dans une certaine mesure, l'Express a financé le Point!

• TS • — Est-ce que vous avez déjà constaté des tentatives de sabotage de journaux?

R. — Il fut un temps où Combat était très mal distribué. On le recevait après tous les autres. Un exemple plus subtil : il n'y a pas si longtemps, des marchands de journaux ont été lourdement condamnés, après enquête de la police économique parce qu'ils ne pouvaient pas produire les factures de Paris-Hollywood, périodique qui leur était livré directement. Or, je l'affirme, tout ce qui est livré directement par porteur, l'est sans facture. L'usage, au demeurant, est illégal, mais il a été établi par Hachette! Le marchand se contente d'inscrire dans ses livres le montant des livraisons directes.

En bonne logique, interrogés par la police, les marchands ont expliqué qu'ils ne détenaient jamais la moindre facture de France-Soir, Le Monde, La Croix, Le Nouveau Journal, Paris-Turf, Week-end, Spécial-Dernière, Le Meilleur, etc. Ces journaux ou publications sont livrés directement. Donc, pas de facture. Je me demande d'ailleurs, entre parenthèses, comment ces journaux et périodiques peuvent contrôler leurs ventes? Pourquoi, demandèrent les marchands de journaux, exige-t-on des factures pour le seul Paris-Hollywood? Les policiers n'ont jamais répondu. Il se trouve que Paris-Hollywood n'est pas distribué par les NMPP! Mais il y a mieux : en même temps que Paris-Hollywood, le petit distributeur isolé li-



vrait l'Officiel de la Couture, toujours sans facture. S'agissant du même distributeur, on aurait dû normalement exiger les factures de l'Officiel de la Couture. La police ne l'a pas fait. Etrange coïncidence : à l'heure où le contrôle était établi, l'Officiel de la Couture venait de renoncer aux services du petit distributeur... pour passer aux NMPP!

avortement :

mettre le pouvoir au pied du mur

Une étape importante dans la lutte pour la libération des femmes et contre l'oppression sexuelle a été franchie, le 10 avril 1973, avec la création du MLAC (Mouvement pour la liberté de l'avortement et de la contraception). Ce mouvement, né à l'initiative de militants d'une douzaine d'organisations (1) entend développer le combat sur ce terrain en mettant le très réactionnaire gouvernement de M. Messmer au pied du mur. Nous en sommes, bien sûr, Et Irène Charamande explique pourquoi.

(1) Groupe Information Santé, Planning Familial, CFTD, CNAFP, CSF, MNEF, PS, PSU, LC, AMR, CIC, MLF.

A première vue, on aurait pu se réjouir d'avoir changé de ministre de la Santé. L'homme du « vice des riches qui ne doit pas devenir le vice des pauvres », remplacé par celui qui veut mettre « cartes sur table », voilà qui ouvre peut-être quelques perspectives : s'il était clair que l'on ne devait rien attendre de ce bon M. Foyer, peut-être pouvait-on espérer prendre au mot le prince Poniowski et son libéralisme affiché...

C'eût été oublier qu'un ministre règne, mais ne gouverne guère sous Pompidou-attrape-tout. Dès le discours à l'Assemblée Nationale, Messmer avait oublié, avec le droit de vote à 18 ans, les promesses faites à Provins sur la nécessité d'une révision de la loi de 1920 : que voulez-vous, sur ces deux points précis, le président de la République n'est pas chaud du tout. Il est donc normal que le premier minis-

tre ait des absences, et Poniowski devra s'aligner : c'est ça le nouveau « système Pompidou »...

dépasser l'état de fait

Dans ce contexte, la création du M.L.A.C., prend tout son sens, et la participation des militants du P. S. U. s'impose. Mais nous ne ferons pas cadeau aux ministres et au Conseil de l'Ordre d'un réseau parallèle d'avortement, d'une chaîne « d'avortons » qui leur permettent de repousser aux calendes la prise en charge du problème.

Il s'agit, au contraire, de rompre avec la pratique des « bonnes sœurs rouges » qui, qu'on le veuille ou non, a essentiellement caractérisé jusqu'à présent notre militantisme en la matière.

L'objectif du M.L.A.C. est, tout d'abord, de montrer qu'un

avortement peut se dérouler dans de bonnes conditions médicales et psychologiques : une fois créé l'état de fait, il faudra bien le faire endosser par le Gouvernement.

Mais si le problème de l'avortement est le point de cristallisation actuel du MLAC — qui a pour vocation de rassembler toutes les énergies jusque-là dispersées en ce domaine — l'objectif du mouvement est beaucoup plus large. Militants du Planning Familial de « Choisir », du G.I.S. ; signataires des différents manifestes (343 femmes, manifestes des médecins ; membres d'organisations populaires, syndicales, politiques ; tous affirment que la lutte pour la libération de l'avortement s'inscrit dans une lutte plus large pour la liberté sexuelle et la liberté de contraception.

La charte du M.L.A.C. le dit noir sur blanc, et cette fois d'une façon unitaire, et situe clairement ce combat contre le système capitaliste.

sortir de l'ombre

A Paris et en province, les infrastructures et le soutien militant nécessaires à la création d'un certain nombre de centres du MLAC sont déjà en place. La déclaration officielle de l'association leur permettra de sortir de l'ombre.

Mais surtout, il nous faudra être mobilisés pour que dans

nos quartiers existent des endroits où puisse s'exercer un libre débat sur la sexualité et son oppression, et sur la contraception. Il faudra veiller aussi à ce que les centres où seront pratiqués des avortements donnent toutes garanties sur le plan de l'hygiène et de la sécurité.

A tous ceux qui, dans l'ombre, ont milité pour que la

sexualité devienne un problème politique et soit traité comme tel ; à tous ceux qui, dans leurs organisations, ont lutté pour ne plus être considérés comme des marginaux, des force d'appoint ; à tous ceux-là se présente la chance de donner enfin à ce débat un caractère public et populaire.

Les perspectives ouvertes par le MLAC sont en effet de deux ordres : l'avancée quant à la pratique et à l'organisation de la libération des femmes, la remise en question de la médecine libérale, et l'avancée vers de nouvelles formes de médecine (quant à leur rapport au patient et au quartier).

Car la lutte contre l'oppression, la répression sexuelle et leurs scandales ira de pair avec la destruction de la médecine de classe et la libération des femmes.

Irène CHARAMANDE ■

la charte du MLAC

La charte du MLAC situe clairement le mouvement dans le cadre général de la lutte anticapitaliste. Après l'avoir rappelé, le texte définit ses objectifs : information sexuelle, liberté de contraception, liberté de l'avortement. Et conclut :

« La liberté de l'avortement et de la contraception implique :

— La prise en charge de l'avortement et de la contraception par la collectivité (financement par l'Etat, Sécurité Sociale, etc...).

— La réalisation des conditions et des moyens matériels nécessaires au libre choix : augmentation du niveau de vie, développement des équipements sociaux, logements, crèches, etc...).

● Le MLAC luttera pour que les gens prennent en mains tous ces problèmes, en s'organisant à tous les niveaux (quartiers, entreprises, écoles, etc...). En particulier pour que les gens imposent la création de centres

qui mettront à la disposition de tous, dans les meilleures conditions, l'information sexuelle, la contraception, l'avortement, et leur popularisation. Ces centres étant des lieux de rencontre qui permettront aux femmes de briser leur isolement dû à la culpabilité face à l'avortement et au manque d'information.

● Le MLAC agira pour que les centres contrôlés par leurs usagers, loin de gréver la pénurie et de la pallier, obtiennent la reconnaissance d'utilité publique et leur financement par l'Etat.

● Le MLAC apportera son soutien militant, politique et juridique à toutes les initiatives qui se réclameront de cette lutte.

● Le MLAC en assurera la popularisation et le soutien par leur plus large information et leur coordination nationale ».

Adresse du M.L.A.C. : X rue Galande, 750005 Paris.

LA LIBRAIRIE

tribune
socialiste
PSU

Ouvert tous les jours de 9 h à 19 h

VOUS PROPOSE

Liste n° 10 :

LA BUREAUCRATIE ET LA REVOLUTION (P. Naville)	33,00
LE MARXISME APRES MARX (P. Souyri)	3,50
LE SYNDICALISME (K. Marx et F. Engels), 2 vol. à 7,50	15,00
LES VOIES DE LA REVOLUTION RUSSE (K. Radek)	9,70
CRITIQUE DU CAPITALISME QUOTIDIEN (M. Bosquet)	28,00
LA PROPRIETE CONTRE LES PAYSANS (P. Bouchet et R. Guillaumons)	9,00
« LE MAI » de la C.G.T. (G. Séguy)	20,00

Prix réel 118,20

Notre proposition : 100 francs FRANCO

Toutes commandes à adresser à : TRIBUNE SOCIALISTE
9, rue Borromée - PARIS 15^e
C.C.P. 58.26.65 Paris

Règlement à joindre à la commande

en bref

● Dites-moi, monsieur Guichard : Dans un communiqué, la Confédération nationale des locataires s'étonne des récentes déclarations d'Olivier Guichard, qui demeure ministre de l'Équipement et du Logement, à propos des grands ensembles ; elle y voit « la condamnation de la politique du logement menée depuis une quinzaine d'années » et rappelle que ce sont les prédécesseurs dudit Guichard qui sont responsables des ensembles du type Parly II, Grigny II, Chevry II, etc., qui ont couvert la spéculation foncière et la déportation des travailleurs parisiens en grande banlieue.

En fait, les soudaines lumières du ministre sur les « inconvenients » des HLM n'ont qu'une raison électorale : on vote souvent fort mal, dans les grands ensembles...

● ZUP et ZAC : Deux publications sur la vie dans les grands ensembles. Un dossier de la revue Infodoc du mouvement « Culture et Liberté » (51, rue J.-Kablé, 94-Nogent-sur-Marne, le numéro : 2 F) sur la vie dans une ZUP ; à base d'interviews d'ouvriers lorrains venus habiter des HLM de Metz... Un numéro de Correspondance municipale, revue de l'ADELS (94, rue Notre-Dame-des-Champs, 75006 Paris, le numéro : 5 F) sur les plans d'urbanisme, les POS, les COS, les règlements d'urbanisme et d'expropriation : plus technique, ce dossier qui fait le point sur les mesures les plus récentes, devrait être fort utile à tous les militants travaillant sur ces questions. ■

Bertin au Tripot

« Je passe au Tripot du 16 avril au 3 mai. J'ai besoin d'un public aux options républicaines nettes. C'est pourquoi je fais appel à toi (et à quelques autres). Le Tripot est ouvert chaque soir, sauf le dimanche. On dine à 20 h 30 (pas très cher). Et on écoute le chanteur à 22 h 30. Puis on rentre sagement se coucher dans les tentes sans faire de bruit dans la rue, après une courte prière.

On peut aussi dialoguer avec l'artiste. Si on est une femme, on peut même se livrer à la sexualité avec lui.

Je te prie de croire à mes sentiments cordiaux et large-ment prolétariens. »

Jacques BERTIN ■

Reçu ça d'un copain qui dit n'importe quoi, mais qui écrit aussi, et chante de fort belles chansons. Si ça vous dit de découvrir un artiste qui travaille et évolue hors du monde du « show business », allez écouter Bertin un soir, au Tripot. C'est 5, rue Quatrefoies, dans le 5^e. Il est prudent de téléphoner (535.43.86).

travailleurs immigrés

Les mêmes droits

La lutte pour l'abrogation de la circulaire Fontanet qui réduit à l'état d'esclave le travailleur immigré attaché à son patron par le contrat de travail et indirectement, par le contrat de logement, se poursuit.

Un peu partout, grévistes de la faim et comités de soutien font le bilan pour mieux repartir de nouveau à l'assaut des nouvelles pratiques du patronat en matière d'emploi et de chômage. C'est une lutte qui concerne Français et immigrés, car tout ce qui affaiblit, divise les uns, affaiblit les autres.

Cette solidarité nécessaire doit déboucher sur l'abrogation de la circulaire Fontanet, l'obtention de droits syndicaux et politiques identiques. C'est donc une lutte anticapitaliste et anti-impérialiste qui se mène aujourd'hui. L'unité travailleurs français - travailleurs immigrés concerne tous les exploités, tous ceux sur le dos desquels les patrons s'enrichissent.

Une manifestation de rue, deux meetings à Paris voici 15 jours avec la participation de plusieurs travailleurs immigrés et comités d'autres villes ou régions, a permis de faire un premier point. Tout le monde n'est pas d'accord sur la façon de continuer la lutte.

Des travailleurs (immigrés et français), des intellectuels progressistes pensent que la lutte pour la carte de travail est l'affaire des travailleurs immigrés, les travailleurs français n'intervenant que pour les soutenir. Pour de nombreux autres, dont les militants du PSU, c'est au coude à coude, Français et immigrés, que la lutte doit se mener contre leur exploitateur commun.

● AINSI, à LYON-VAISE se prépare la réunion du 22, autour d'une plate-forme politique.

● A MULHOUSE, le mouvement est relancé depuis le 23 mars, jour où 19 travailleurs immigrés se sont vu refuser la carte de séjour parce que le logement occupé est

insalubre. C'est sur le logement que la mobilisation se fait, bien qu'en matière d'emploi, les patrons mulhousiens, Peugeot en tête, refusent d'engager des travailleurs immigrés, malgré les promesses faites en février pendant la grève de la faim.

● A PERPIGNAN, un rapide bilan amène les militants du comité de soutien à se poser la question de la transformation de celui-ci en un comité permanent français-immigré pour assurer une protection contre d'éventuelles représailles (patronales et administratives) et amplifier le travail en commun (alphabétisation, lutte sur les conditions de travail, réflexion sur les liens entre l'impérialisme français et les bourgeoisies locales des pays en voie de développement et pourvoyeuses de main-d'œuvre, etc.).

● A TOULOUSE où pendant les 14 jours de grève de la faim toute une série d'initiatives ont été prises, le premier bilan apparaît positif :

Manifestation de 2.000 personnes le 2 mars après divers autres défilés, prises de paroles, distributions de tracts (plusieurs dizaines de milliers) sur les usines, les quartiers, les marchés, les écoles. - Un des aspects positifs de cette lutte reste l'importante mobilisation réalisée à cette occasion -, écrivent nos camarades de Toulouse pour lesquels néanmoins, tout ceci ne constitue qu'une demi-victoire.

Bien sûr. La preuve : LILLE. Occupation, meeting, ont eu lieu la semaine dernière mais le patronat lillois sent bien que la mobilisation s'est un peu relâchée, sur ce sujet, avec l'entrée en lutte des lycéens et des jeunes, des OS de Billancourt. Le cas de Lille, ajouté à toutes les promesses non tenues, prouve assez la nécessité de mettre en place les éléments politiques et organisationnels d'une mobilisation permanente.

M. C. ■



vie du parti

• Une formation ... par l'école

ES 7 et 8 avril, le service national de formation a organisé un stage national pour les fédérations du Centre et de la région parisienne. C'est le premier stage d'une série de cinq destinés à mettre sur pied une équipe nationale de 100 à 120 camarades capables d'assurer dans toutes les fédérations l'accueil des sympathisants à la formation pratique et théorique des militants.

● Du contrôle ouvrier à l'autogestion : le samedi, tous les participants, dans les groupes de travail introductifs, mirent en évidence ce qu'était la mise en débat essentiel. Celui sur lequel le Manifeste n'apporte pas assez de réponses. Campagne électorale et discussion de militants l'ont montré. Alors la réflexion s'est axée sur ce thème. Un groupe a préparé une intervention d'introduction à un meeting ; un autre, un bref article pour un journal de section. Autant de méthodes de travail permettant d'approfondir la réflexion théorique en la liant à l'expression et

à la propagande.

● La propagande dans une organisation révolutionnaire : tel était le thème de réflexion de la deuxième journée. Tous, nous collons des affiches, vendons - TS -, faisons des meetings, distribuons des tracts. Mais nous interrogeons-nous souvent sur le but de la propagande, à quoi elle sert et comment la faire ? Des groupes de travail se constituèrent sur ce sujet. Puis, ce fut le travail pratique. D'abord des critiques d'affiches du Parti, ensuite des tracts. Enfin, du travail au magnétophone sur le porte-à-porte.

Deux journées de travail intensives. Malheureusement, pas assez de participants. Mais ceux qui étaient là furent tous d'accord pour dire que c'est la bonne direction pour la formation : lier la réflexion à la réalité de notre pratique et s'armer concrètement pour la pratique de tous les jours. Rendez-vous avec les camarades de l'Ouest les 5 et 6 mai à St-Brieuc (en principe).

Pascal DORIVAL ■

nuité de remboursement représente 280.000 francs (28 millions anciens), c'est-à-dire moins de 0,4 % du budget, et 1,75 % des centimes actuels.

Il faut donc regretter la position adoptée par les groupes communiste et socialiste (1). Ils proposent une économie qui n'est pas absolument négligeable, eu égard aux dépenses d'équipement diverses que le développement de la ville nous oblige à assurer, et au niveau déjà élevé des impôts locaux. Mais cette économie-là se fait aux dépens de la jeunesse, qui est la première intéressée par un CAC, et aux dépens de ce capital de liberté ou d'émancipation spirituelle, impossible à mesurer évidemment, que peut amasser une organisation de la vie collective où, fût-ce dans un espace restreint et occasionnellement, la spontanéité remplace la routine, l'anti-conformisme remplace le conditionnement, la beauté et l'harmonie remplacent l'agression publicitaire, où la parole peut redevenir un acte véritable et non plus l'écho machinal des idées reçues. Pour des militants qui se réclament du socialisme et d'une libération de l'homme, j'ai l'impression qu'il s'agit d'une capitulation, pour ne pas employer de mots plus sévères (...).

Jacques GALAUP ■

(1) Rappelons la composition du Conseil municipal de Saint-Brieuc : 15 PSU, 12 PCF, 3 PS et 3 - non-inscrits -.

[Extrait de « Combat Socialiste », hebdomadaire de la fédération PSU des Côtes-du-Nord, 3, rue Quinquaine, 22-Saint-Brieuc.]

● DIJON : DE L'EAU DANS LA GAZE...

La Nouvelle Société Cotonnière de Côte-d'Or (NSCCD) possédait trois usines. Spécialité : la gaze à pansements (52 % de la production française), des machines ultramodernes, une expansion rapide (+ 49 % en trois ans), financée grâce à des prêts bancaires. Mais un jour, les banques décident de retirer leurs fonds. Mauvaise gestion ? Non pas ! L'entreprise est florissante. Alors ? Pressions de concurrents inquiets de cette expansion ? Marchandage avec la Turquie, qui fournit le coton : on vous laisse la transformation, mais vous nous achetez nos « Mirages » ? Toujours est-il que l'entreprise est mise en cessation de paiement et qu'une des usines est vendue. A Brzaey et à Trouhans, on annonce la fermeture pour le 24 décembre. Les 600 travailleurs - dont 75

étrangers - ne se laissent pas faire. Comme les élections sont proches, Lecat intervient, et trouve un cabinet d'affaires qui accepte de reprendre la gestion jusqu'au 28 mars - dans l'espoir de trouver un acquéreur. Des bruits circulent : c'est sur le point de se faire. Le 28 mars, c'est aujourd'hui : les promesses n'ont pas été tenues et les ouvriers vont se retrouver au chômage. Gâchis du capitalisme : à quoi vont servir ces machines neuves ? Et les travailleurs ne veulent pas être une marchandise que l'on met à la poubelle quand le capitalisme n'y retrouve plus ses profits. Alors ils exigent le réembauchage de tous, sans exception. Et la suppression de la paye au rendement : ils en ont assez d'être les victimes de l'anarchie capitaliste.

[Le Point, mensuel de la fédération PSU de la Côte-d'Or, 7, rue du Dr-Chaussier, Dijon.]

● PERPIGNAN : L'AUTOGESTION ET LES TAILLEURS DE PIERRE

L'autogestion dans l'entreprise, on voyait à peu près ce que c'était : pyramide de conseils, révocabilité, etc. Mais l'autogestion dans une unité économique de taille réduite, on ne voyait pas bien. Responsable élu ? Responsabilités partagées ? Un tailleur de pierre de Dorres nous a donné une solution. Nous vous la livrons.

Son père était tailleur de pierre. Il travaillait avec 8 autres tailleurs. Ils étaient tous compagnons. Ils travaillaient beaucoup pour fabriquer les trottoirs de Toulouse notamment. Leur activité restait toutefois diversifiée (ouvrages d'art, habitations, etc.). Un des neuf compagnons était chargé des relations avec les clients. Le chiffre d'affaires duquel on déduisait frais, investissements et amortissements était partagé entre les compagnons au prorata du nombre d'heures de travail, que ce soit la taille ou les relations avec les clients.

En définitive, deux remarques : 1. Ces tailleurs étaient certainement très qualifiés (compagnons). 2. La rémunération de leur activité économique se faisait selon le principe « A chacun selon son travail » (et non à chacun selon son rendement).

Est-il besoin de dire que le tailleur de pierre avec qui nous avons discuté envie le sort, l'existence de son père ?

[Action Socialiste, 27, rue Dago- bert, 66-Perpignan.] ■

il faut aimer...

Voici un extrait de la lettre adressée par la Société protectrice des animaux d'Annecy au Foyer-Hôtel Sonacotra (1) de cette même Ville :

« J'ai l'honneur de porter à votre attention (...) la mise en place d'un « banc » qui comportera principalement la vente à des prix très modiques, de costumes d'hommes, pantalons, souliers, manteaux d'occasion, mais en bon état, sortant du dégraissage. Je pense qu'ils sont susceptibles d'intéresser vos pensionnaires. Puis-je vous demander de bien vouloir les en informer par une petite annonce ? ».

(1) Financé par le budget social de l'Etat, la Sonacotra est chargé de loger les travailleurs immigrés. En fait, c'est aussi un moyen de contrôler ceux-ci.

... les bêtes !

• Allibert : du mieux

Ce n'est pas parce qu'on fabrique des lunettes de w.c. qu'on doit vivre dans la merde. Pour cette raison, les travailleurs d'ABC (Allibert, Bénéke et Cie), à Grenoble, ont mené une grève de six semaines... Ils travaillent dans le plastique - ça pue et ça pollue -, et obtenir des douches, de l'aération, un ventilateur et quelques mesures de sécurité n'est pas une mince victoire... Il y a aussi 10 centimes de plus par heure pour tout le monde.

Mais, dans cette grève, l'essentiel de la victoire n'est peut-être pas là. Allibert pratique une répression impitoyable (CFT et Cie) ; il emploie quelques anciens légionnaires et flics, on pratique l'insulte publique aux responsables syndicaux...

Une centaine de « gonflés » ont osé se mettre en grève. Et ils l'ont bien menée, dans l'unité la plus grande à la base, avec un comité qui rendait quotidiennement des comptes. La CGT y a un peu perdu les pédales au bénéfice de la CFDT.

Aujourd'hui, les travailleurs ont pris conscience de leur force, et c'est Allibert qui risque de se trouver dans la merde.

Correspondant.

• Revue de presse

[Nous nous sommes faits, dans cette rubrique, jusqu'à présent, l'écho des bulletins intérieurs de fédérations PSU ; mais les fédérations les plus importantes publient également des journaux extérieurs, à la mesure de leurs moyens. En voici quelques extraits.]

● SAINT-BRIEUC : LE COUT DE L'ACTION CULTURELLE

Quel est exactement le problème ? Le ministère des Affaires culturelles a programmé une somme de six millions, dont trois de subvention, pour la construction d'un Centre d'animation culturelle à St-Brieuc. Un tel centre comporte une salle de spectacle, éventuellement une ou deux salles plus petites pour débats ou ciné-club, des espaces réservés aux expositions et à diverses activités, une cafeteria pour faciliter le séjour des visiteurs et leur permettre à l'occasion de se restaurer sur place sans rentrer chez eux.

L'Office d'Action Culturelle, éma-

nation des diverses associations culturelles de la ville et des animateurs bénévoles qu'il peut regrouper, a déjà longuement débattu de ce projet. L'implantation était quasi unanimement souhaitée sur le Champs-de-Mars en bordure de la rue des Lycéens martyrs. Les opinions divergeaient davantage sur la structure et la fonction exactes, mais on s'acheminait vers un « forum », une « Maison de la cité », conçu avant tout comme le rendez-vous permanent de ceux qui souhaitent rencontrer librement leurs concitoyens, sortir de la routine quotidienne, ou s'exprimer eux-mêmes. En même temps, Saint-Brieuc aurait trouvé là la salle qui lui manque pour les spectacles susceptibles d'attirer un grand nombre de clients et dont le besoin se fait sentir depuis de nombreuses années (...).

La subvention de 50 % et la possibilité d'obtenir un emprunt au tarif public pour le reste de la dépense ne créait pas une charge tellement lourde pour la ville. L'an-

Proche-Orient :

LES TERRORISTES ET LEURS COMPLICITÉS

Non, le dernier raid israélien à Beyrouth, le massacre systématique des dirigeants palestiniens, le recours au terrorisme de type nazi n'ont rien d'étonnant.

Rien d'étonnant non plus à l'absence de réaction de l'Etat libanais, la passivité de son armée qui, une fois de plus, a dû laisser le champ libre aux commandos israéliens.

L'une et l'autre attitude découle de la logique propre aux systèmes politiques en vigueur dans ces deux pays.

REMONTER à Matusalem, ou plutôt à la naissance du sionisme, à la fin du XIX^e siècle, une démarche fastidieuse peut-être, mais nécessaire à la compréhension de la politique dont la stratégie est demeurée la même depuis l'arrivée des premiers immigrants juifs en Palestine.

Dès l'origine, le sionisme avait pour corollaire la négation de l'existence d'une nation palestinienne et de son droit à l'autodétermination. Depuis les premiers affrontements entre les juifs immigrés et la population arabe autochtone en 1920 jusqu'à la tuerie de Beyrouth du 10 avril dernier, l'objectif est le même : supprimer le peuple palestinien dont l'existence est incompatible avec le projet sioniste revendiquant la terre de Palestine pour le seul « peuple juif » à l'exclusion de tout autre (1).

Ainsi, le terrorisme a été et demeure une arme constante.

Au début, dans la période précédant la création de l'Etat israélien, et pendant la guerre de 1948, le terrorisme visait à chasser les Palestiniens de leurs terres. Les massacres systématiques de populations civiles ont été ainsi à l'origine de l'exode palestinien (2).

Depuis l'apparition, en 1965, d'une résistance palestinienne dans les pays arabes limitrophes, il s'agit d'éliminer cette résistance et de dissuader par la terreur les masses arabes de continuer à soutenir le peuple palestinien.

sionisme et expansionisme

Second corollaire du sionisme : l'expansionisme. Le sionisme a pour ambition et pour objectif ultime d'héberger l'ensemble du « peuple juif » dans un territoire par définition exigu, aux ressources naturelles limitées. Preuve en est faite par les guerres de 1948 et de 1967 dont le résultat a été, à chaque fois, l'extension du territoire israélien et le refus systématique de restituer les nouvelles conquêtes. « Guerre préventive » et « lutte anti-terroriste » ne sont que des termes mystificateurs employés par les dirigeants israéliens pour masquer à l'opinion internationale ces deux objectifs : le massacre du peuple palestinien et l'expansion territoriale.

Voilà l'explication des raids israéliens au Liban. Il ne s'agit pas seulement de liquider physiquement la résistance palestinienne mais aussi de prendre prétexte de la présence des fedayins dans ce pays pour l'envahir périodiquement jusqu'au jour où l'on annexera purement et simplement le sud du Liban. Politique du « fait accompli » qui a toujours été payante en Israël.

Créer et alimenter la tension israélo-libanaise est une manière de préparer l'opinion internationale à une future

« guerre préventive » à laquelle succèdera une nouvelle invasion « imposée par des impératifs de sécurité ».

En réalité, Israël manque d'eau. Bientôt, cette pénurie sera désastreuse. Où trouver l'eau sinon dans la région du Liban-Sud où coule le Litani ?

Absurdité ! Politique-fiction ! rétorquent non seulement les sionistes et leurs sympathisants, mais ce même type de naïfs qui, jusqu'en 1940, refusaient de croire à l'expansionisme hitlérien et à ses ambitions de domination sur toute l'Europe :

« Voyons, les Israéliens ont obtenu ce qu'ils voulaient. Ils ont leur terre, leur Etat. Ils sont riches et puissants. Aujourd'hui, leur seul désir est de se maintenir et de continuer à prospérer. Et puis, même si cela était vrai, il faut être fou pour penser qu'on les laissera faire, les grandes puissances ne resteront pas passives. Quant au Liban, enfin, il est impensable que les Etats-Unis ne dissuadent pas les Israéliens d'envahir un pays dont les intérêts lui tiennent particulièrement à cœur... »

De tels arguments relèvent soit de la mauvaise foi, soit de la naïveté.

Parlons-en du rôle des grandes puissances... Et en définitive, de quelles grandes puissances s'agit-il ? Sur l'échiquier international, seuls comptent aujourd'hui, et pour un certain temps encore, les Etats-Unis et l'Union soviétique.

Inutile de rappeler le soutien inconditionnel des Etats-Unis à l'Etat d'Israël qui lui sert de gendarme dans la région. Récemment encore, Washington a livré à Tel Aviv un matériel militaire qui, loin de maintenir « l'équilibre de la terreur » dans la région, assure à Israël une supériorité militaire écrasante sur ses voisins arabes.

Quant à l'URSS, en dépit du soutien effectif et indispensable qu'elle continue d'apporter aux pays arabes (les Palestiniens, eux, sont mis entre parenthèses), l'essentiel demeure pour ses dirigeants le maintien de la coopération avec les Etats-Unis. Aussi, l'aide de Moscou aux pays arabes n'est-elle pas comparable ni en quantité ni en qualité à celle prodiguée par Washington à l'Etat israélien.

N'oublions pas non plus que la politique discriminatoire des dirigeants du Kremlin à l'égard des juifs soviétiques contribue à aller grossir le flot des immigrants en Israël et renforce par là la menace de l'expansionisme.

Enfin, venons-en au Liban, à la prétendue sympathie que lui vouent les Etats-Unis. Entendons-nous : cette sympathie est limitée aux intérêts non pas du peuple libanais mais de l'oligarchie au pouvoir dans ce pays. Or, on voit mal les Etats-Unis être plus royalistes...

Car l'attitude des dirigeants libanais face à l'agression israélienne a toujours été la même : l'absence délibé-

rée de réaction, la lâcheté érigée en philosophie politique dite « réaliste », le tout lié à la répression systématique de la résistance palestinienne et des masses populaires libanaises.

L'Etat des "traîtres"

Le patriotisme des dirigeants libanais — comme pour toute bourgeoisie compradore — se restreint à ses intérêts de classe. Et puis, les banques suisses, ça existe...

En définitive, seul le peuple libanais paiera le tribut d'une invasion israélienne, tout comme cela s'est produit pour le peuple palestinien dont la bourgeoisie a souffert très modérément du sionisme.

Accuser l'Etat libanais de collusion avec l'impérialisme sioniste et américain ne consiste pas à se faire aveuglément l'écho de la résistance palestinienne et des 250.000 manifestants qui, partout au Liban, ont exigé le départ des « traîtres » au lendemain du 10 avril : une telle affirmation a été constamment vérifiée par les faits. L'armée libanaise n'a jamais été autorisée à intervenir contre aucune agression israélienne, même quand cela lui était possible (c'est le cas du dernier raid). Elle n'interviendra jamais tant que le régime libanais ne changera pas de nature.

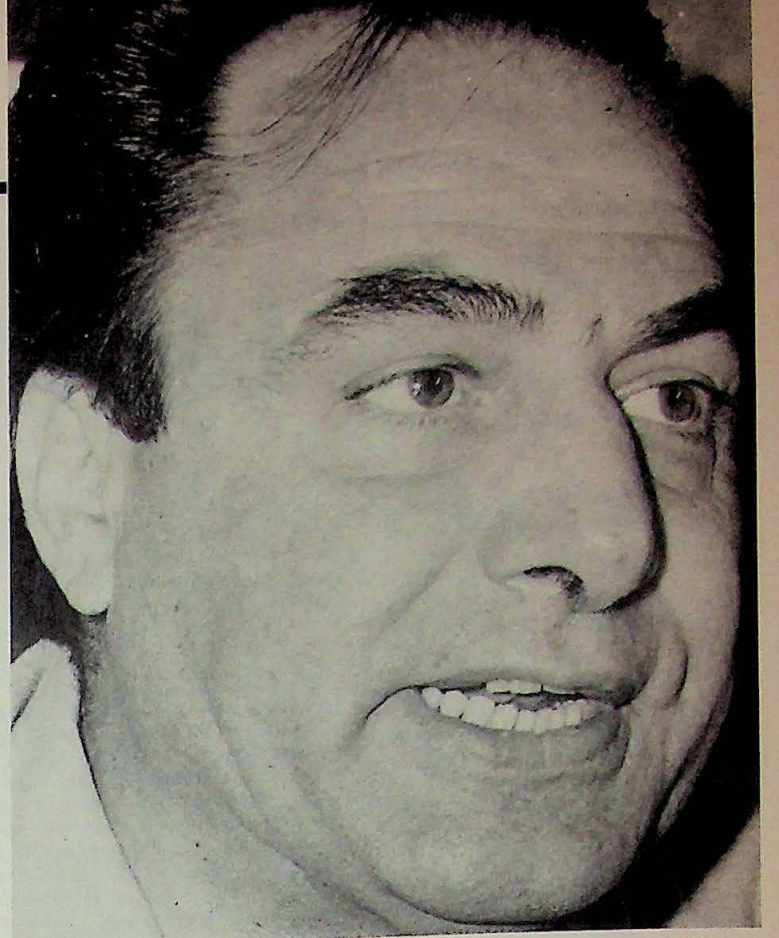
Camille Chamoun — un des leaders de l'extrême-droite dont les opinions reflètent celles du président de la République, M. Frangié — a déclaré, après la guerre de Beyrouth, que face à l'agression israélienne deux attitudes étaient imaginables : soit renforcer l'armée pour la préparer à défendre le pays, soit en finir avec la résistance palestinienne pour retirer aux Israéliens le prétexte fourni à leur agression.

Et Chamoun, de conclure : « La première solution est impensable, nous ne serons jamais assez forts pour battre les Israéliens. »

Ainsi, le gouvernement libanais est-il de plus en plus enclin à souscrire à l'objectif sioniste et aux pressions américaines : liquider physiquement la résistance palestinienne comme l'a fait le roi Hussein en septembre 70. Décision qui serait payante puisque selon eux les Etats-Unis, devant une telle bonne volonté, empêcheraient les Israéliens d'aller plus loin. Le danger de l'annexion du Liban-Sud par Israël serait ainsi écarté.

Cependant, la situation, pour être claire, est loin d'être aussi simple. Sinon, rien n'aurait empêché les dirigeants libanais de passer déjà à l'action.

Mais Frangié hésite à recourir à la force par crainte d'un soulèvement du peuple libanais.



Kamal Nasser, porte-parole de l'O.L.P. : une des victimes du massacre.

Contrairement aux allégations de l'oligarchie islamo-chrétienne, le régime, en effet, ne serait pas de provoquer une guerre civile de caractère confessionnel mais bien celui d'une révolte des masses libanaises opprimées (chrétiennes et musulmanes) solidaires du peuple palestinien qui subit la même répression (3).

Cette armée à qui l'on interdit de faire face à l'agression sioniste, qui réprime avec brutalité la résistance palestinienne, est aussi celle à laquelle se heurtent régulièrement les ouvriers, les paysans et les étudiants libanais. En l'espace de quelques mois, l'Etat a tué deux ouvriers et deux paysans et fait de nombreux blessés parmi eux ainsi que parmi les étudiants.

A chaque fois, ouvriers, paysans et étudiants libanais, en manifestant pour leurs intérêts propres, ont exprimé leur adhésion à la résistance palestinienne et clamé dans les rues :

« A bas l'Etat des riches. »

« Halte à la répression contre les masses libanaises et le peuple palestinien. »

« A bas le sionisme et ses complices : les Etats-Unis, le roi Hussein et le régime libanais. »

Nidal FALASTINE. ■

(1) « Peuple juif » : est un terme employé par les sionistes qui ne recouvre aucune réalité historique et sociologique. Seule existe depuis 1948 une nation israélienne issue du fait accompli par la conquête sioniste.

(2) Massacres de palestiniens : à titre d'exemple, le massacre perpétré par l'Irgoun et le Stern à Deir Yassine, village arabe où 250 femmes et enfants ont trouvé la mort.

(3) Traditionnellement, les musulmans libanais seraient censés être solidaires du peuple palestinien de par leur appartenance religieuse, alors que les chrétiens, par réflexe démoniaque dans une région islamique, seraient allergiques à tout mouvement nationaliste arabe.

"Fedai" poursuivi

Il y a un an environ, le journal « Fedai », journal moitié en Français et moitié en arabe qui s'adressait essentiellement aux travailleurs immigrés, a été poursuivi par Marcellin pour « diffamation de la police ». La plainte visait un article qui dénonçait le racisme et le quadrillage policier permanent dans le quartier de la Goutte d'Or à Paris.

L'instruction menée par le juge Galmiche vient d'aboutir et l'affaire sera bientôt jugée. Mais entre temps, le journal a dû renoncer à paraître en raison de multiples difficultés : vente dans les quartiers arabes rendue difficile par la police, saisie du numéro poursuivi et, par conséquent, difficultés pour payer l'imprimeur.

Pour récupérer les 17.000 F qu'il réclame, l'imprimeur a engagé une procédure et fait peser la menace d'un deuxième procès. Dans l'immédiat, une aide financière serait nécessaire. Vous pouvez adresser votre contribution à : J.-P. LOUBATON, C. C. P. 20 755 88.

CONGRES DU S.P.D. : les servitudes du pouvoir

Les 428 délégués au Congrès du Parti Social Démocrate de Hanovre n'ont pas voulu d'une révolution dans le Parti. Ce Congrès, dont certains attendaient beaucoup, a confirmé les dirigeants actuels (singulièrement Willy Brandt) et les grandes orientations de la formation depuis son décisif congrès de Bad Godesberg en 1959. En fait, malgré la progression réelle et remarquable du courant de gauche représenté par les « JUSOS » (Jung socialister) le déroulement du congrès et ses résultats ont été lourdement hypothéqués par le problème du maintien au pouvoir.

En effet, toute inflexion trop marquée, voire toute rupture avec la ligne passée ferait peser une grave menace sur le maintien au pouvoir de la coalition socialo-libérale, récente triomphatrice aux élections législatives.

En créant les conditions d'une rupture entre socialistes et libéraux d'une part, lorsqu'on sait que le parti libéral renforcé par les élections, est un champion du jeu de balance entre S.P.D. et C.D.U./C.S.U., le risque apparaît comme bien réel.

En traumatisant une opinion dont la majorité du Parti semble penser qu'elle est acquise aux thèses réformistes, voire néo-libérales, des amis de Willy Brandt en politique intérieure ensuite. Le retour à davantage de « socialisme » dans le programme du Parti (notamment sur les nationalisations) la référence explicite à l'analyse marxiste, la condamnation portée sur certains aspects de la politique extérieure du Chancelier (Vietnam, Alliance Atlantique, Palestine...) seraient de nature à provoquer une certaine inquiétude dans l'opinion, propice au retour en force de la vieille droite conservatrice et de la C.D.U.

si longtemps que « si elle ne faisait pas de bêtises, l'U.D.R. serait au pouvoir pour 30 ans ». Le congrès de Hanovre était animé des mêmes préoccupations. Persuadés que la coalition au pouvoir joue sur le fil du soir, la majorité des délégués ne souhaitait pas voir remise en cause la ligne qui lui a assuré un pouvoir à peine assis encore.

Il n'en faut pas conclure pour autant que la gauche du Parti a été écrasée. D'une part, le succès de MM. Brandt et Wehner est avant tout un succès personnel : celui des hommes qui incarnent l'OST POLITIK et qui ont remporté largement et contre toute attente les élections de 1972. Les Jusos n'ont pas voulu affaiblir la position personnelle de Willy Brandt (certains aspects de l'interview d'un dirigeant Juso ci-après éclaircissent ce point).

D'autre part, pour la première fois, sans doute, la gauche du Parti est parvenue à obtenir un débat clair sur les options du Parti à long terme et sa stratégie actuelle, notamment internationale. Elle a été battue, mais dans la clarté, et les débats qui ont eu lieu auront, c'est certain, des réper-



Willy Brandt : d'abord un succès personnel.

cussions dans tous les cercles de militants.

Surtout, les Jusos ont très fortement accru leur poids dans les instances dirigeantes du Parti (11 membres du comité directeur du parti sur 36) et occupent à présent des postes de haute responsabilité. Ce phénomène est d'autant plus intéressant qu'il s'est accompagné de l'élimination des éléments situés les plus à droite de la direction. La répartition des mandats a révélé une forte progression du courant de gauche (d'ores et déjà plus du tiers du Parti) dont l'expression politique ouverte est désormais possible.

une base encourageante

Enfin, sur de nombreux votes, la gauche du Parti est parvenue à remporter des victoires : condamnation des régimes grec et espagnol, hostilité à l'entrée de l'Espagne franquis-

te dans le Marché commun, engagement de « surveiller davantage l'action des firmes multinationales » (ce qui rejoint certaines de nos analyses), soutien au Chili par exemple. De même, certains votes ont été particulièrement difficiles à obtenir par la Direction du Parti : en particulier sur les crédits de la Bundeswehr, sur le problème foncier.

On ne peut donc parler de défaite de la gauche du S.P.D. mais plutôt de palier ou d'équilibre, atteint dans la lutte des tendances, du fait des nécessités du maintien au pouvoir.

Il reste à nos camarades des Jusos, au congrès duquel le P.S.U. a assisté, à faire progresser leurs analyses et leur courant, par un travail continu à l'intérieur tant du parti que des syndicats. Le résultat atteint constitue une base de départ encourageante dans l'optique d'un rassemblement futur des socialistes européens.

Mais il ne fait pas de doute que la progression des thèses véritablement socialistes en Allemagne passe par l'approfondissement de la réflexion théorique sur le capitalisme contemporain et l'insertion plus réelle dans les luttes des travailleurs, desquelles le S.P.D. demeure encore souvent absent, quand il ne les freine pas.

Daniel LENEGRE. ■

On trouvera ci-après une interview de Wolfgang Schäfer, dirigeant des Jusos à Münster, réalisée juste avant le congrès. Il dit ses raisons de militer aux Jusos, ses espérances et l'avenir de cette formation. Il s'agit d'une sorte de réponse anticipée aux résultats du congrès. Elle permettra aux militants du P.S.U. de mieux situer le mouvement, avec ses mérites, mais aussi ses ambiguïtés, notamment à l'égard de questions comme les luttes ouvrières, la stratégie anticapitaliste, la cogestion, etc...

progression de la gauche

Face à de telles échéances, les délégués du S.P.D. n'ont pas hésité à rejeter en majorité des propositions les plus novatrices des Jusos. En témoigne la réélection triomphale des principaux dirigeants (notamment MM. Brandt et Wehner, ce dernier auteur d'un projet sur la « formation du patrimoine ouvrier » qui vise à intégrer davantage encore la classe ouvrière allemande dans les mécanismes de l'économie capitaliste, à moins qu'il ne s'agisse d'un chef-d'œuvre de naïveté politique). En témoigne également le rejet des thèses de gauche sur les nationalisations, la confirmation de l'attachement du S.P.D. à l'Alliance atlantique en même temps qu'à l'OST POLITIK, la timidité de l'attitude adoptée sur l'Indochine ou le Chili, le refus d'instituer une imposition sur les plus-values foncières...

Globalement, la majorité du Parti a donc mis fin pour le moment à tout espoir de régénérer le Parti sur des bases réellement socialistes. Le programme de Bad Godesberg — le drapeau bleu substitué au drapeau rouge — qui a permis l'ascension d'un S.P.D. moderniste libéral et réformiste dont les dirigeants n'avaient pas de « circonstances historiques » à faire oublier demeure la bible du S.P.D. Ce parti qui a rendu à l'Allemagne la fierté d'elle-même et l'a libérée de sa culpabilité par des gestes comme ceux de Brandt à Auschwitz, ou l'ouverture à l'Est, avait, semblait-il, souvent besoin de s'auto-confirmer : M. Peyrefitte disait, il n'y a pas

JUSOS : la stratégie de l'escargot

[Interview de Wolfgang Schäfer, membre du Comité Directeur des Jung Socialisten à Münster, membre du Comité Directeur du S.P.D. à Münster (propos recueillis par Hervé Grillon).]

T.S. : A la veille du Congrès du S.P.D., quel jugement portent les JUSOS sur la politique du gouvernement Brandt ?

Wolfgang Schäfer : Pour la première fois depuis la guerre, les sociaux-démocrates ont obtenu un pourcentage de voix très important parmi les ouvriers, les paysans et les jeunes, ceci grâce à une campagne organisée en grande partie par les jeunes socialistes en dépit du programme réformiste du S.P.D. Pendant cette campagne, les JUSOS ont surtout souligné le contraste entre la richesse de quelques-uns et la « pauvreté » des pouvoirs publics — Etats et communes. Ils ont dénoncé l'inégalité fiscale et l'inflation.

Après la campagne électorale et assuré de sa victoire, le gouvernement a élaboré un programme pour la durée de la législature, en retrait par rapport aux thèmes qui lui avaient attiré les suffrages populaires : par exemple, il augmente le budget militaire, hausse le taux de la TVA, met en garde les syndicats contre une attitude trop revendicative.

Parallèlement, les JUSOS ont dénoncé comme des utopistes alors qu'ils ont créé les conditions de la victoire du Parti.

T.S. : Pourquoi alors les JUSOS militent-ils à l'intérieur du S.P.D. malgré ses tendances réformistes ?

W.-S. : En ce qui concerne les élections, la réponse ne fait guère de doute : entre Strauss, Barzel et Brandt, le choix est aisé.

Par ailleurs, les traités avec Moscou et la Pologne, l'Ostpolitik en général vont dans le sens de la paix et du désar-

mement, et permettent peut-être de contrebalancer l'anticommunisme.

Enfin, il est clair qu'on ne saurait établir le socialisme en Allemagne sans le S.P.D. : la classe ouvrière est organisée dans ce Parti.

Il faut donc essayer de transformer le parti de l'intérieur, c'est la stratégie qu'ont adoptée la majorité des JUSOS.

T.S. : Peux-tu préciser la stratégie des JUSOS ?

W.-S. : Travailler dans le parti, c'est pour nous essayer de trouver des majorités pour faire passer nos thèses dans le Parti. De ce point de vue, il est essentiel de développer la discussion dans le Parti, par exemple en présentant dans des « primaires » un candidat progressiste contre un candidat réformiste.

A l'extérieur du Parti, il convient de susciter les initiatives à la base qui exercent une pression sur les dirigeants du Parti. Le travail des JUSOS est d'articuler ces différentes initiatives, de provoquer le contrôle de la population sur ses élus ou futurs élus.

Par exemple, à Münster, de grands ensembles d'habitations avaient été édifiés sans espaces verts, sans moyens de transport, sans maisons de jeunes. Les JUSOS ont aidé à la formation d'un « comité d'initiative des citoyens » pour obtenir de la municipalité de Münster une révision des plans. Les membres du conseil municipal, membres du S.P.D., sont à présent contraints par la base à refuser, ou à discuter âprement, la gestion capitaliste de la municipalité. Le résultat : les plans ont été révisés malgré le conseil municipal, à large majorité C.D.U.

Nous menons actuellement une campagne contre les agences immobilières, en essayant d'obtenir la création d'un bureau municipal rendant ce service à titre gratuit.

T.S. : Comment la droite du S.P.D. accepte-t-elle cette stratégie ? Accepte-t-elle les JUSOS et pour quoi ?

W.-S. : La situation nouvelle date de 1968 environ. On sait que chaque membre du Parti ayant moins de 35 ans est automatiquement JUSOS. Jusqu'en 1968, les JUSOS se bornaient à fournir des cadres au Parti. Mais à ce moment-là, sont entrés au Parti beaucoup d'étudiants, quand il est devenu évident que le mouvement anarchiste avait vécu. Politisés par la « grande coalition » et la révolte estudiantine, ces adhérents ont alors décidé d'entamer une « longue marche à travers les institutions » tout en développant une analyse marxiste de la société allemande.

A présent, les JUSOS sont soutenus par une large couche de la population (jeunesse, ouvriers). La droite du Parti n'a plus le pouvoir de se séparer de ce qui fait la vitalité du S.P.D.

T.S. : Comment vois-tu le congrès qui s'ouvre à Hanovre ?

W.-S. : Nous n'aurons pas la majorité. On essaiera de fortifier notre position dans le Parti en poussant les contradictions tout en évitant la rupture. Il est très important qu'il se dégage dans le Parti une analyse marxiste de la société. Je pense qu'environ 38 % des délégués sont JUSOS ou sympathisants. C'est déjà une belle victoire.

D'ailleurs, la patience est une vertu révolutionnaire.

Nous tirons un journal tous les deux mois, qui comprend des articles théoriques, des informations sur l'organisation du Parti, des rapports de travail dans les syndicats, dans les luttes, etc. Ce journal s'appelle « DIE SCHNECKE » (L'Escargot). Tu vois que nous sommes réalistes...

N.D.L.R. — Les propos de Wolfgang Schäfer n'engagent que lui-même à titre de représentant des Jusos à Münster.

• rencontre nationale des lycéens

DEPUIS un an, les lycéens du PSU ne s'étaient pas rencontrés sur le plan national. C'est maintenant fait, puisque, le 12 avril, se sont retrouvés, rue Borromée, les participants à une des plus importantes rencontres nationales lycéennes. Cette première journée a été occupée par un long débat sur l'état actuel du secteur lycéen, son action au sein du mouvement lycéen et sur les mesures à prendre pour renforcer sa structuration.

Les 13 et 14 avril, nous avons été rejoints par des lycéens de l'AMR et des CIC, et les débats ont porté sur les thèmes de luttes actuels du mouvement ; sur sa structuration démocratique et autonome à travers les comités de lutte, les comités de grève et leurs coordinations ; sur la stratégie de « contrôle sur les lycées » associant le mouvement lycéen et les profs, les agents et les parents prêts

à le soutenir sur ses bases propres. Nous avons précisé nos positions respectives à propos de l'autogestion et de l'école.

La divergence essentielle reste que les lycéens du PSU envisagent la destruction et le dépassement de l'école en tant que corps social séparé à partir des mots d'ordre de « contrôle ouvrier sur le système de formation » et d'« école ouverte » ; tandis que les camarades de l'AMR comptent arriver au même résultat à partir du contrôle lycéen uniquement, vu les difficultés de concrétiser actuellement le contrôle des travailleurs sur l'école.

Enfin, nous avons discuté de l'opportunité et des formes d'un rassemblement dans les lycées des partisans révolutionnaires de l'autogestion.

Tous les débats se sont basés sur l'analyse commune de la récente mobilisation et sur la critique des lignes

d'autres organisations implantées dans les lycées.

La rencontre a pris fin par un exposé des mesures concrètes qu'il convenait de prendre devant la vague de répression provoquée par le pouvoir, notamment à Toulouse et à Paris.

Les lycéens de l'AMR, des CIC et du PSU appellent le mouvement lycéen à riposter massivement dès la rentrée contre ces mesures répressives, en liaison avec les enseignants, eux aussi touchés par celles-ci.

Nous reviendrons dans « TS » sur ces débats et sur le combat à venir contre la répression.

Le secteur lycéen PSU centralisera en permanence, pendant les vacances, les informations sur ce sujet. Nous avons une adresse et un téléphone, pensez-y.

Paul HUBAT. ■

• chalinodies

Un entonnoir d'honneur cette semaine au nommé Chalin, recteur de l'Académie de Toulouse, qui organise la répression sur une grande échelle, et sans parcimonie. Qu'on en juge par cet extrait de la lettre circulaire envoyée à chaque parent d'élève :

J'ai donc pris la décision de mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la reprise normale des activités des établissements à la rentrée des congés de Pâques. Entre autres mesures, il me sera impossible de conserver la garde des élèves qui refuseraient de reprendre normalement le travail. En conséquence, tout élève se trouvant à cette date dans cette situation sera remis à sa famille qui le gardera tant qu'il ne se sera pas engagé à respecter les règles de vie et de travail de l'établissement scolaire. Durant cette période de non-fréquentation, le jeune ne pourra évidemment plus être considéré comme scolarisé, avec les conséquences que cela implique (allocations familiales, bourses, etc.).

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Le recteur,

• SALON : la chasse aux requins est ouverte

Salon-de-Provence, 26 mars 1973 : à la limite de l'agglomération, quelques familles de paysans, entourées de nombreux sympathisants, se heurtent aux gendarmes mobiles venus protéger le travail des bulldozers, outils de l'expropriation. La présence de René Rieubon, député communiste de la circonscription, permettra d'éviter les incidents. Il n'y aurait là qu'un banal combat d'arrière-garde de paysans qu'on prive de leur outil de travail au nom de « l'utilité publique » si l'affrontement du 26 mars n'était pas un épisode d'une lutte de près de 10 ans. Une lutte menée par les familles Roux et Pelenc pour dénoncer les petites crapuleries profitables d'un entrepreneur et d'un chefaillon local de l'UDR. Une lutte qui les a déjà mises plusieurs fois face à l'appareil d'Etat sous la forme de juges, de préfets, de flics de toutes sortes.

est passé en quelques années de 2,8 millions à plus de 10 millions ! En s'acharnant à mettre à jour de petites crapuleries, courantes mais généralement inconnues, crapuleries qui se font toujours au détriment des travailleurs, les paysans expropriés de Salon ont démontré la nécessité du contrôle des travailleurs sur l'aménagement de leur cadre de vie et de travail. Il faut que les travailleurs imposent leur contrôle aux municipalités comme à tous les organismes qui se chargent de répartir l'argent et l'espace entre tous les requins.

Fédération des Bouches-du-Rhône ■

(1) SCI : société civile immobilière.

(2) SEMAS : société d'économie mixte d'aménagement de Salon, dont le maire est évidemment le président.

(3) Voir l'article de Francis Cornu, « Bâtir sur de solides appuis » dans Le Monde du 31-01-73.

(4) « La France sinistrée et expropriée », n° 79.

retombées électorales

• à Chambéry

Jean Bérard, candidat PSU dans la 3^e circonscription de Savoie, vient d'être licencié de son entreprise. Raison avancée : suppression de poste, suite aux « conseils » d'un ingénieur en « Organisation du travail ».

Comme le note notre correspondant à Chambéry : « Au delà de l'action juridique à entreprendre pour licenciement abusif, c'est aussi la méthode utilisée qui doit être dénoncée. En effet, ces cabinets-conseils en « organisation du travail » se font le plus légalement du monde rétribuer sur les taxes de 0,8 % de la masse salariale, instaurées par la loi du 16 juillet 1971 sur la formation permanente. Dans le cas présent, en fait de formation, cet organisme s'est occupé de trouver un nouveau terrain pour déplacer l'entreprise, a fait changer l'expert-comptable, a « roposé » la création d'une société anonyme et le renvoi d'un salarié... »

Ajoutons que la candidature de notre camarade Bérard avait fortement déplu à son patron — qui lui avait refusé tout congé sans solde. Et que son action de militant syn-

• la fin de Latécoère ?

Latécoère : mille travailleurs — une entreprise qui dépend à 80 % de ce que veut bien lui donner la SNIAS ou Dassault. Alors, comme l'Airbus, Concorde ou Mercure ne marchent pas comme on voudrait, ça commence à licencier chez Latécoère-Toulouse. Cent intérimaires sont priés de rester chez eux. Cent cinquante travailleurs sont mutés à Istres. D'autres ont le choix entre la mutation et le licenciement.

La réplique des travailleurs s'organise pour la défense de leur emploi. Ils découvrent que la solution passe par la mise en place d'autres formes de pouvoir dans l'entreprise et ceci, dans une perspective socialiste autogestionnaire... C'est ce qu'ils disent.

Correspondance. ■

• Firestone : séquestration

Cent cinquante ouvriers de Firestone à Lens en ont assez de travailler sept jours consécutifs avant d'avoir deux jours de repos. « Plus de travail le dimanche », disent-ils, et ils se mettent en

• à Nancy

Yvon Payeur, ouvrier dans une usine de bois bakérisé de la région de Nancy et candidat suppléant de Marie-Claude Vayssade, candidate du PSU dans la 3^e circonscription de Nancy, vient d'être mis à pied, avec suppression temporaire de traitement, pour irrégularité dans le travail et baisse de rendement. Son patron lui a par ailleurs refusé une autorisation de sortie avant l'heure pour tenir une réunion électorale.

Nous dénonçons cette répression patronale et appelons les travailleurs à prendre contact avec nos militants pour lutter contre cette violation des libertés démocratiques.

grève le 2 avril... Les vaches ! ils séquestrent leur patron... Le 4 avril, la direction propose que le travail du dimanche ne soit assuré que par les volontaires avec des heures majorées à 50 et 100 %.

A l'assemblée générale, le syndicat (FO) se déclare favorable aux propositions de la direction... Par leur vote, les travailleurs se prononcent contre. FO va quand même signer l'accord avec le patron... Faut le faire !

Le lendemain, comme la grève continue, la direction licencie trois ouvriers pour « encouragement et organisation de la séquestration ». Ça ne fait pas reprendre le travail pour autant, au contraire, les travailleurs portent plainte pour licenciement abusif... A suivre.

Correspondance. ■

fromage

L'Emmental, comme disent les étiquettes, c'est « français ». Ça se fabrique du côté de Doubs et du Jura avec des travailleurs portugais, italiens, algériens, espagnols et yougoslaves comme c'est le cas chez Juradour.

Un saleur de fromages manipule chaque jour 470 meules de 50 à 60 kilos chacune. Ça fait 25 tonnes... Dans les caves, des températures de 6 à 20 %, 90 % d'humidité dans l'air, des odeurs d'amoniaque insoutenables... Alors ras le bol, les gars, on fait grève...

La direction convoque donc les paysans de la région et leur tient un drôle de raisonnement :

« Si on ne peut plus fabriquer de fromage, nous ne pouvons prendre votre lait... Donc si vous voulez qu'on prenne votre lait, venez donc fabriquer vous-mêmes le fromage. »

Certains acceptent. Et les voilà à l'usine au milieu des grévistes. Avant même de se mettre au travail, ils se rendent compte que ça ne va pas être de la tarte... Ça change de l'air pur et de l'odeur du foin.

Les travailleurs en grève distribuent des verres de rouge, manière d'engager la discussion. « Maintenant on comprend pourquoi vous êtes en grève », disent quelques paysans. Quelques autres posent leur tablier et rentrent chez eux, la plupart ne reviendront pas le lendemain.

Il n'en faudra pas plus pour obliger le CDJA et le FDSEA à rencontrer les grévistes et finalement les appuyer. Après quatre jours de grève les travailleurs obtiennent de substantielles augmentations de salaires (minima 6,31 F de l'heure, 4,31 F il y a un an). Mais les conditions de travail sont toujours aussi dégueulasses. Alors ?...

Correspondant ■

1960 : il s'agit de dresser le plan d'urbanisme de Salon ; à la limite sud-ouest de l'agglomération, une zone industrielle est prévue sur des terrains plutôt propices à la construction de logements. Robert Jaubert, entrepreneur de travaux publics et président du syndicat mixte de la zone industrielle de Salon, s'arrange pour faire sortir de la zone industrielle des terrains qui lui appartiennent : ils seront destinés à la construction de logements. En « échange », il fait mettre les champs et les bâtiments voisins — ceux des Roux et des Pelenc — dans la zone industrielle.

1963 : Jaubert vend son terrain 18,80 F le m² à la SCI (1) « Les Arènes » dont il reste le principal actionnaire, et où il est associé à Bernard Bermond, vice-président de la zone industrielle et de la SEMAAS (2) ; Bermond deviendra maire adjoint de Salon en 1965 ; il est secrétaire fédéral de l'UDR, il était aussi, avec d'autres notables UDR, actionnaire de l'Omnium SODICA, société spécialisée dans la combine immobilière (3). 6 mois plus tard, le même terrain est revendu à une autre SCI... 29 F le m² ! La petite opération consistant à faire sortir ce fameux terrain de la zone industrielle et à y faire mettre les terrains voisins, donc concurrents, aura rapporté 11 millions anciens en 6 mois à ses auteurs.

Qu'est-ce que 11 millions anciens à côté des dizaines de milliards que représentent les innombrables « affaires » de ce régime pourri ? A côté des sommes fabuleuses tirées de la spéculation foncière ? A côté de l'exploitation des travailleurs ? Mais pour les Roux et les Pelenc, cette différence de traitement entre eux et ces pe-

tits magouilleurs qui sont du bon côté du manche est inadmissible : « Nous ne tolérerons, en aucune façon, de ne pas être mis sur le même pied d'égalité que le président Jaubert et les actionnaires de la SCI « Les Arènes » (4). Et ils vont se battre par tous les moyens, commençant par chercher des preuves. En juillet 1970, sentant que l'arrêté préfectoral d'expropriation du 4 juillet 1967 va être annulé par le Conseil d'Etat (ce qui arrivera le 20 janvier suivant) les expropriateurs passent à l'action. La gendarmerie mobile vient préparer le passage des bulldozers. Retraqués dans leurs maisons minées, les Roux et les Pelenc invitent le préfet à y entrer pour sauter avec eux ! Leur détermination leur apportera un sursis, confirmé le 20 janvier suivant par l'arrêté du Conseil d'Etat. Le préfet prendra donc un nouvel arrêté d'expropriation le 2 juillet 1971, dont l'application a commencé le 26 mars dernier.

l'« utilité publique »

Les Roux et les Pelenc se battent pour qu'on sache comment et pour qui on se sert de l'« utilité publique » ; par leur entêtement, ils ont commencé à mettre en cause le secret qui entoure les plans d'urbanisme, les déclarations d'« utilité publique », les opérations « publiques » d'aménagement, secret propice à toutes les petites et les grosses magouilles. En révélant les agissements de Jaubert et de Bermond, ils ont soulevé un coin du voile qui recouvre la zone industrielle de Salon, dont le coût

la Grèce à Bobino



Mikis Théodorakis : la vraie Grèce

S'IL fallait incarner la liberté, il suffirait de les statuer, comme ils sont, là, debout, tendus, regardant loin droit devant eux, le visage à la fois dur et souriant de l'intérieur. Il y a Théodorakis et ses trois chanteurs. Ils chantent, ils lèvent le poing, ils hurlent leur foi ; leur certitude d'être la Grèce.

Ces gens-là sont des vainqueurs. On sent qu'ils ne seront jamais vaincus. Que les autres, les colonels, en face, ils existent bien sûr puisqu'ils tuent, qu'ils torturent, qu'ils étouffent la vie et la culture en Grèce ; mais ce sont de tragiques, ectoplasmes, de froides machines dont le ressort se brisera, un jour ou l'autre, tôt ou tard. Dès que les Américains tourneront le dos.

Derrière eux, ils jouent. L'orchestre : trois bouzoukis, une batterie, le piano, la guitare, un instrument grec dont j'ai perdu le nom. Parfois ils se lèvent comme se lève un partisan à l'appel de son nom, avec gravité et presque de la gêne. Le plus souvent sérieux, le rythme tombe violent, sec et puis aussi plus fondu ou plus profond. Soudain, pourtant les voilà fous : Théodorakis lève le poing, son corps se délie comme mécaniquement et en même temps avec quelle souplesse ! Ils le regardent et ils jouent à perdre haleine, et les doigts sur le bouzouki. La salle reprend. On a envie de danser, curieux spectacle où le poème se fait chant populaire, où l'oratorio rassemble à du Gerschwin, à du Brecht, à de la pop, tout ensemble. Où le fondu de l'ensemble est tel qu'on ne remarque pas la perfection de la musique, dans sa simplicité qui révèle les pièges les plus complexes.

Incontestable réussite d'avoir élevé le poème au chant populaire ; que cette élévation de l'âme qui ne ressemble pas aux autres parce qu'elle est joyeuse et s'accompagne des trépignements du corps. Ces gens-là redonnent envie de faire la révolution.

Il y a Mikis qui nous regarde, de son regard de bon géant — si doux — qu'on a peine à croire au déchainement de tout à l'heure. Il nous regarde et c'est la Grèce qui vient à nous ; la Grèce qu'il maintient et de ses mains nues : présent, il tient ce fusil gavroche qui tire des balles mortelles sur les fascistes.

Théodorakis a évolué, me dit-on. C'est vrai. Ce n'est peut-être plus un communiste. C'est en tout cas la liberté. La liberté comme il sied lorsqu'elle est en fête : grave et forte, la symphonie simple des bouzoukis sur la route de craie et la voix prodigieuse de Maria Farantouri qui châtie les fascistes qui ne peuvent plus s'échapper. Courez-y voir.

Daniel LENEGRE ■

om d'oc as dreit a la paura !

André Laude racontait ici même la semaine dernière son « apprentissage » de la poésie occitane. Depuis les années 60 toutefois, cette poésie s'est considérablement renouvelée, toujours plus engagée dans les luttes du peuple. Marie Rouanet en a fait une anthologie (1) bilingue, rayon de soleil, chant de la cigale et cri de la lutte des hommes tout à la fois. Pourquoi tant parler de la poésie occitane ? Mais parce que c'est à travers la langue et à travers les chansons et les poèmes que cette langue forgea qu'un peuple a survécu qui aujourd'hui s'affirme...

(1) Marie Rouanet, les poètes de la décolonisation : Occitanie 1970, Anthologie bilingue, P.J. Oswald éditeur, sur commande à la librairie de « TS » : 10 F.

LA VERGONHA

Disiàs la vergonha
d'èsser occitan.
Es pas una vergonha
d'èsser un òme d'aici :
mai que los autres sabes
qu'en la terra
se ditz pas
la vertat.
Disiàs la vergonha
d'èsser païsan.
Es pas una vergonha
d'èsser un òme d'aici :
mai que los autres sabes
la misèria
d'èsser
colonizat.
Daissa ta vergonha,
tu occitan.
Daissa ta vergonha
tu païsan.
I a pas mai de vergonha.
As dreit a la paraula,
occitans, païsans
a totis vos disi :
Parla !

LA HONTE

Tu disais la honte
d'être occitan.
Il n'y a pas de honte à être
un homme d'ici
car tu sais mieux que personne
que sur la terre
on ne dit pas
la vérité.
Tu disais la honte
d'être paysan.
Il n'y a pas de honte à être
un homme d'ici
car tu sais mieux que personne
la misère
d'être colonisé.
Laisse ta honte, toi occitan.
Laisse ta honte toi paysan.
Il n'y a plus de honte.
Tu as droit à la parole
occitans, paysans
à tous je vous dis :
parle !

MANS DE BREISH

• Socialisme, plan, Évangile...

LES nouvelles éditions TEMA sortent de nombreux livres. Le pire y alterne avec le meilleur (1) :

Le petit « Atlas du socialisme », par exemple, est un excellent instrument de travail pour tous ceux qui veulent nourrir leurs arguments de quelques chiffres actuels (2). Pierre Joxe a réussi une belle performance en accumulant autant de données en cent pages sans jamais que la clarté en souffre. Les sujets sont divers : la répartition mondiale des régimes politiques, des forces militaires, de la richesse économique, les échanges économiques du Marché commun de l'Ouest et de celui de l'Est, le Comecon, les positions au Moyen-Orient, les disparités économiques en France, etc.

Tout n'y est pas, bien sûr, mais il y a déjà beaucoup en si peu de place.

On ne peut guère en dire autant du livre de J.-P. Oppenheim, « La C.F.D.T. et la planification » (3). Sous ce titre alléchant se cache en réalité un sujet assez restreint : l'évolution des textes publiés par la C.F.T.C., puis la C.F.D.T. sur la planification. Certes, l'énoncé de ces différentes prises de position ne manque pas d'intérêt. Mais on aurait aimé que l'auteur ne se contente pas de citations et apporte lui-même une réflexion d'ensemble. Il reste au ras des textes, c'est dommage ; on attendait un livre de fond, on ne trouve qu'une somme de documents.

Pierre Salama et Jacques Valier apportent dans la petite collection Maspero une « Introduction à l'éco-

nomie politique » (4). Aussi étonnant que cela paraisse, ce genre de publication, pourtant fort utile, est rare. Mais on comprend la raison en lisant ces pages : il est très difficile, en la matière, d'accomplir un travail satisfaisant sur le plan pédagogique. Car il s'agit de faire comprendre, pas à pas, l'analyse économique marxiste, avec son vocabulaire et ses raisonnements. Le chef-d'œuvre en la matière est, bien sûr, le « Salaires, prix et profit », de Marx lui-même. Transcription d'une conférence de Marx devant des ouvriers, ces pages sont d'une clarté exceptionnelle. Mais elles n'abordent pas, évidemment, toute l'économie marxiste. En cherchant l'exhaustivité, Salama et Valier ont sans doute voulu trop bien faire. En voulant parler de tout en dépassant les connaissances élémentaires, les auteurs ont écrit un livre qui s'avère en définitive difficile.

Plus long, mais aussi plus agréable à lire est le dernier ouvrage de Georges Lefranc, « Les gauches en France » (5). Il est assez nouveau en ce sens que de nombreux livres politiques existent sur les gauches françaises ; mais peu, finalement, font l'histoire de ces gauches. En donnant résolument à son livre un aspect de documentation historique et non d'essai politique, G. Lefranc nous apporte donc un dossier à consulter. Il divise celui-ci en quatre chapitres qui constituent autant de gauches distinctes dans la France post-révolutionnaire : la gauche libérale et parlementaire, la gauche démocrate et radicale, la gauche socialiste et communiste, l'ultra-gauche. Moins complet, parce que

ne faisant pas appel à la science politique, que le remarquable mais déjà ancien livre de Rémi Rémond « La droite en France », l'ouvrage de G. Lefranc rappelle les étapes importantes de la gauche française jusqu'à 1958. Depuis cette date jusqu'à nos jours, on sent que le recul n'est pas suffisant pour que l'historien puisse dégager valablement les événements majeurs d'une période. Le dernier chapitre du livre, où il est fait allusion au PSU, s'en ressent fort.

C'est un tout autre genre qu'aborde Philippe Warnier (6), animateur national de « Vie Nouvelle », dans son livre « Le phénomène des communautés de base ». Disons tout de suite, en effet, que seuls les lecteurs d'origine chrétienne y trouveront de l'intérêt. Mais pour eux cet intérêt sera considérable. Car l'auteur a fait lui-même l'expérience de ces nouvelles cellules de l'Eglise qui cherchent à retrouver la tradition des communautés chrétiennes des premiers siècles et à donner ainsi au christianisme un nouveau visage. Ce récit concret débouche sur des propositions d'avenir pour l'Eglise, et l'on sent à travers elles que de nombreux chrétiens cherchent à retrouver l'esprit radicalement contestataire du message évangélique.

Jacques GALLUS. ■

(1) A propos, dans cette seconde catégorie, avez-vous lu le Manifeste du PSU ?

(2) Pierre Joxe, Atlas du socialisme (Tema).

(3) Jean-Baptiste Oppenheim, La CFDT et la planification (Tema).

(4) P. Salama et J. Valier, Une introduction à l'économie politique (Maspero).

(5) Georges Lefranc, Les gauches en France (Payot).

(6) Philippe Warnier, Le phénomène des communautés de base (Desclee de Brouwer).

(En vente à la librairie de TS.)

• Écrit à Prague sous la censure...

C'est sous ce titre que nous pouvons enfin lire en français (1) les principaux textes publiés entre août 1968 et juin 1969 dans les revues officielles tchécoslovaques « Politika » et « Reporter ». Ils remontent à cette période d'inter-règne qui va de l'entrée des troupes d'occupation à la chute de Dubcek à Pâques 1969. On y trouve bien sûr des articles sur la politique intérieure et extérieure, sur l'économie, l'histoire et la culture. Mais ce qui rend ce livre irremplaçable, c'est le grand nombre de descriptions sur le vif de ce que fut l'expérience des conseils ouvriers tchécoslovaques que les gouvernements de l'Est et de l'Ouest s'obstinent à nous cacher.

A l'heure où l'on discute tant d'autogestion, il est bon de descendre de nos nuages pour voir comment elle a pu s'installer en pratique, non sans mal, dans un pays développé et de culture semblable au nôtre : après tout, Prague est plus proche de Paris que Nice (1.000 km). On peut donc lire avec un grand intérêt les interventions de militants d'entreprise qui défendent leur printemps de Prague. Ils disent leur méfiance envers toute « liberté » octroyée et organisent d'eux-mêmes la mise en place de leur contrôle dans près de 50 % des entreprises. Ils instaurent des conseils non bureaucratiques et de véritables syndicats (2). Ils parviennent même à centraliser leur pouvoir en janvier 1969 lors d'une rencontre nationale des conseils à Plzen et en mars 1969 lors du Congrès des Syndicats.

Cependant, peu à peu, l'éteignoir de la répression prend le dessus : on commence à limiter l'expérience des conseils à quelques

entreprises-pilotes, puis on les disout pour « anarchisme ». Les syndicats qui s'étaient reconstitués par branches sont liquidés à leur tour, leurs organes élus par la base remplacés par des normalisateurs cooptés et parachutés du centre.

Aujourd'hui, en 1973, tous les auteurs des articles traduits dans ce livre sont en prison, en exil ou privés de travail. Leurs revues sont, faut-il le préciser, interdites... Claude VANCOUR. ■

(1) « Politika » et « Reporter » : « Ecrits à Prague sous la censure », E.D.I., ZGOP, 24,40 F, en vente à la librairie de « TS ».

(2) Voir « Autogestion » n° 11-12 (Conseils Ouvriers en Tchécoslovaquie), 15 F ; « Tchécoslovaquie-Répression » (4 F) et « Ici Prague, l'opposition tchécoslovaque parle », 39 F. En vente à la librairie de « TS ».

CINÉMA 73

AVRIL - N° 175

★
LE CINÉMA SOVIÉTIQUE
EN QUESTIONS

★
L'HOMOSEXUALITÉ
A L'ECRAN

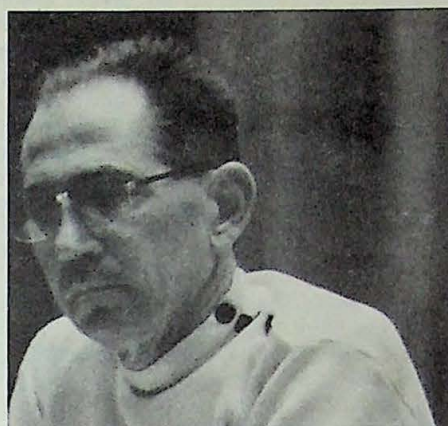
★
ENQUÊTE : UNE SAISON
EN PROVINCE

LUDWIG : LE CREPUSCULE
DES DIEUX

★
En vente partout : 4 F
6, rue Ordener, Paris 18°

l'antimilitarisme a-t-il des fondements sérieux ?

par
**René
CRUSE**



Bien au delà du problème de la seule « loi Debré », c'est le débat sur l'armée elle-même qui est maintenant longuement engagé dans le pays. De l'opposition à l'armée bourgeoise au service du capitalisme, certains passent directement à la mise en cause de l'armée tout court.

Le pasteur René Cruse s'interroge dans cette « tribune libre » sur les fondements de l'antimilitarisme. Le débat reste ouvert.

DANS « le Monde » du 9 mars 1973, l'amiral Marc de Joybert, chef d'état-major de la Marine nationale, signait un fort article dans lequel il disait notamment : « La France est une nation adulte à qui l'on peut, à qui l'on doit la vérité sur toutes ses affaires. » En l'occurrence, il s'agissait des affaires militaires. On comprend d'ailleurs que ce soit la vocation d'une haute personnalité militaire responsable d'expliquer à quoi sert la « défense ».

Mais, pour notre part, nous essaierons de rendre compte ici des motivations dominantes qui sont derrière un assez vaste courant antimilitariste et dont les récents mouvements lycéens ne sont que l'un des aspects les plus spectaculaires. Ainsi, nous pensons répondre au vœu même de l'amiral, ici cité, lorsqu'il concluait que « rien ne peut se faire de durable qui n'ait le consentement profond du peuple ».

Qui nierait en effet que l'armée fait question ? Que l'on parle du Larzac, des DOM-TOM, des objecteurs de conscience, des industries d'armement, des grèves, de la bombe atomique, partout l'on se heurte à cette question : « A quoi sert l'armée ? » Les états-majors eux-mêmes savent que la question est posée puisqu'ils organisent des rencontres d'information et

de dialogue, même avec des ecclésiastiques (22-23-24 mars 1973), ce qui donne à penser « qu'un peu de religion ne ferait pas de mal au moral des troupes »... La foi... J'entends la foi militaire, n'y est plus ! L'idéologie est chancelante... d'où l'appel « aux forces spirituelles ».

Et, de fait, beaucoup sont convaincus qu'on ne peut plus penser la « défense » en terme national. Le phénomène appelé « complexes militaro-industriels transnationaux » fait douter que la France soit maîtresse de ses décisions, déjà à ce niveau-là ! Et, lorsqu'on affirme officiellement que « la mission des forces armées est de préserver notre pays d'une agression militaire », on ne peut dissimuler les finalités les plus apparentes de l'armée, finalités qui évacuent quelque peu le concept même le plus classique de « défense nationale ».

un faux problème

On se dit alors, et non sans raisons, que l'armée sert surtout à justifier et à dynamiser les industries d'armements dont on ne cache pas l'importance au niveau industriel et commercial ; étrangement d'ailleurs, ce com-

merce se fait prioritairement avec des gouvernements notoirement oppresseurs, voire racistes comme l'Afrique du Sud. Ensuite, il est clair (c'est dans le cahier des charges de la DOT) que l'armée sert à briser les grèves : éboueurs, musées nationaux, transports en commun, aiguilleurs du ciel, etc. On ne s'est pas caché en haut lieu (M. Fanton) de proclamer que l'armée devrait empêcher que ne se reproduisent des événements du genre de ceux de Mai 1968. Enfin, personne ne nie la présence de nos troupes, non seulement dans les DOM-TOM, mais un peu partout outre-mer : Tchad, Madagascar, Afrique occidentale... et cela à une odeur de néo-colonialisme.

Mais l'antimilitarisme ne se nourrit pas seulement des considérations ci-dessus. C'est le rôle idéologique de l'armée qui est aujourd'hui démasqué ; la jeunesse n'entend plus être mise en condition psychologique et asservie hiérarchiquement à un système de valeurs marqué par le profit et son cycle infernal de « consommation-production ». Pour les antimilitaristes, il est devenu évident que l'armée est au service de la classe dirigeante et privilégiée... que l'idée de « défense nationale » ne sert que la propagande bourgeoise, mais qu'en réalité il s'agit de tout autre chose, sans rapport avec les intérêts populaires transnationaux... voire même contraires à eux. Dans ces conditions, le matraquage qui s'appuie sur les exemples historiques est sans effet.

D'ailleurs, l'attitude antimilitariste se trouve irriguée scientifiquement au niveau stratégique. Si personne ne met en cause le caractère terrifiant de la bombe atomique, le raisonnement officiel des stratèges ne résiste pas à une analyse critique quelque peu poussée ; on ne peut plus prendre pour argent comptant les impondérables psychologiques qui se substituent trop

au raisonnement scientifique. On ne comprend pas qu'un pays économiquement pauvre comme la Russie soviétique se croit obligé de concurrencer les Etats-Unis sur le plan du potentiel militaire nucléaire, alors qu'on prétend, en France, qu'il suffit d'avoir une capacité moyenne de frappe pour dissuader l'adversaire. L'amiral Sanguinetti lui-même ne craint pas, sur ce thème, de s'opposer à la thèse officielle. Bref, la force nucléaire relève de l'amulette et satisfait à la pensée primitive de l'exorcisme. Le fait qu'on refuse, sur ce point, aux antimilitaristes le débat public au niveau des mass-media rend suspect l'argument du « secret militaire » derrière lequel se dissimule mal le néant de la « pensée militaire ».

Enfin, argument majeur : le problème de nos libertés ! Dénoncer le manque de libertés ailleurs n'exclut pas que la politique militaire et économique française contribue à priver de leurs libertés les Noirs d'Afrique du Sud, les populations des DOM-TOM, les victimes de nos armes en Angola et Amérique latine...

Bref, l'antimilitarisme d'aujourd'hui a le mérite de poser publiquement les questions fondamentales suivantes :

1. Quel type de société mérite-t-il d'être défendu ?
2. Contre qui ?
3. Par quels moyens qui soient à la fois efficaces et justes ? Toutes questions qu'une « nation adulte » a le droit de se poser... et dont les réponses, qui ne sont pas évidentes, doivent satisfaire « au consentement profond du peuple ». Malheureusement, les poser, n'est-ce pas déjà combattre le régime politique actuel ?

Pour les antimilitaristes, le moment semble venu d'abandonner la trilogie culture-économie-armée pour ne retenir désormais que le diptyque culture-économie.

Ultime question ! Dire que la suppression de la conscription équivaldrait à instituer une armée de métier est un faux problème, car l'armée de métier existe déjà et contrôle le contingent, même si, dans celui-ci, certains nourrissent encore le fol espoir de se retourner contre les technocrates anonymes du système. La solution de ce problème est donc dans un débat ouvert avec les vrais intéressés qui ne sont pas forcément représentés par les appareils politiques ou les commissions « armée-jeunesse ».

L'antimilitarisme n'est pas sans fondements sérieux... Il faudrait enfin s'en apercevoir !

René CRUSE. ■

ne les laissons pas isolés

Des informations, des échos, des prises de position, des lettres : chaque semaine, à « T.S. », nous recevons de quoi remplir tout le journal avec ce qui se passe dans et autour de l'armée. Pas

question, bien sûr, de tout publier, bien que tout soit intéressant et mérite d'être répercuté, soutenu.

Nous pensons plus particulièrement cette semaine à notre camarade Bruno Herail, qui poursuit avec trois autres insoumis une courageuse grève de la faim dans une église de Lyon. Cette action est destinée à soutenir Gérard Bayon, un autre insoumis incarcéré à Fort-Montluc, et qui attend de passer en jugement pour délit d'insoumission. Bayon, comme Herail, comme beaucoup d'autres, de plus en plus nombreux, réclame le droit à l'objection de conscience politique. Il s'en explique dans une lettre au ministre des Armées : « Je ne suis pas non-violent, je ne refuse pas le fusil, je refuse de vous servir, je veux rester libre ».

Nous pensons aussi à ce « témoin de Jéhovah » dont nous parle un appelé

qui nous écrit du camp militaire de Sissonne : « Dès qu'il s'est fait connaître, il a été dirigé vers la prison du camp. Il est dans une cellule, seul, sans chauffage, avec une seule couverture. Il a droit uniquement à un papier et un crayon. Personne n'est autorisé à lui parler. Je te laisse juge de ce que va devenir ce pauvre gars au bout de quelque temps de détention ».

Ce qu'il va devenir ? Peut-être qu'au bout du rouleau, il choisira de mourir, comme ce Pascal Guérin, de 20 ans, dont les journaux rapportent le suicide, ces jours-ci, au 26^e R.I. ? Pour un suicide connu, qui passe le mur de silence des casernes, combien d'autres ignorés, camouflés ?

Nous pensons enfin à Dominique Valton, qui vient de purger sa peine de 18 mois à la prison d'Angers. Il devait être libéré à l'issue de cette épreuve. Eh

bien non : il n'en a pas fini encore avec la justice militaire, et le voilà enfermé de nouveau à la prison de Loos-lès-Lille.

* Cette lutte que nous sommes de plus en plus nombreux à mener contre une armée au service du capital débouchera un jour — écrit Bruno Herail dans la lettre où il explique son insoumission — C'est la seule chose dont je suis sûr, et j'accepte d'avance toutes les conséquences du combat ».

Conséquences lourdes à porter. Ne les laissons pas isolés avec ce fardeau sur les épaules.

B. L.

(*) Gérard Bayon, Fort Montluc, rue Jeanne-Hachette, 69003 Lyon.

Bruno Herail, église Ste-Marie de la Guillotière, 4, bd des Tchécoslovaques, 69007 Lyon.

Dominique Valton, Maison d'Arrêt 59 - Loos-lès-Lille.